

# TABLE ALPHABÉTIQUE

DU

TOME LX DES DOCUMENTS PARLEMENTAIRES DU SÉNAT

SESSIONS ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRES

*(Du 13 Janvier au 23 Décembre 1914.)*

RÉDIGÉE AU BUREAU DES PROCES-VERBAUX

# TABLE ALPHABÉTIQUE DES DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

## A

### ACCIDENTS DU TRAVAIL.

1. Rapport de M. Henry Boucher sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'extension aux exploitations forestières des dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, n° 54 (p. 72). — Rapport supplémentaire de M. Henry Boucher, n° 143 (p. 190).

2. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes (modification des articles 9 et 19 de la loi du 9 avril 1898), n° 69 (p. 82). — Rapport de M. Henry Boucher, n° 231 (p. 257).

ACCIDENTS DU TRAVAIL EN ALGÉRIE. — Voy. ALGÉRIE, § 3.

ACTES DE CORRUPTION DANS LES OPÉRATIONS ÉLECTORALES. — Voy. ÉLECTIONS, § 3.

ADJUDANTS-CHEFS (Pensions des). — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 9.

ADMINISTRATION DES COLONIES. — Voy. TRANSPORTS DE L'ADMINISTRATION DES COLONIES.

ADOPTION. — Voy. CODE CIVIL, § 4.

AÉRONAUTIQUE MILITAIRE. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 12.

AFFAIRES BALKANIQUES (Commission financière des). — Voy. CRÉDITS (Affaires étrangères, § 3).

AFFICHAGE ÉLECTORAL. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à réglementer l'affichage électoral, n° 23 (p. 20). — Rapport de M. Alexandre Bérard, n° 27 (p. 21).

AFFICHES CONCERNANT LA FÊTE NATIONALE DU 14 JUILLET. — Voy. FÊTE NATIONALE.

AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE. — Voy. EMPRUNTS, § 4.

AGENTS DE L'ADMINISTRATION DES EAUX ET FORÊTS. — Voy. PENSIONS, § 2.

AGENTS DU SERVICE ACTIF DES DOUANES. — Voy. PENSIONS, § 2.

AGENTS ET SOUS-AGENTS MILITAIRES DES POUDRES. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 3.

AGRICULTEURS VICTIMES DES INTEMPÉRIES. — Voy. CRÉDITS (Agriculture, § 1).

AIMOND (Émile), sénateur de Seine-et-Oise.

1. Annexe au rapport sur le projet de loi portant suppression des contributions directes et établissement d'un impôt général sur les revenus et d'un impôt complémentaire sur l'ensemble du revenu. — Voy. IMPÔT GÉNÉRAL SUR LES REVENUS, § 1.

2. Rapports supplémentaires sur ce même projet de loi. — Voy. IMPÔT GÉNÉRAL SUR LES REVENUS, § 2.

3. Rapport sur le projet de loi portant ouverture d'un crédit additionnel aux crédits provisoires de l'exercice 1914, pour la célébration, aux frais de l'Etat, des funérailles de M. le général Picquart, ancien Ministre de la Guerre. — Voy. CRÉDITS (Guerre, § 1).

4. Rapport sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1913, pour une nouvelle répartition des Sous-Secrétariats d'Etat. — Voy. CRÉDITS (Divers ministères, § 1).

5. Rapport sur le projet de loi portant : 1° ouverture sur l'exercice 1914 des crédits provisoires applicables au mois de mars 1914; 2° autorisation de percevoir pendant le même mois les impôts et revenus publics. — Voy. CRÉDITS PROVISOIRES, § 1.

6. Rapport sur le projet de loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1913 au titre du budget général; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1913 au titre des budgets annexes; 3° l'ouverture de crédits au titre du compte spécial créé par la loi du 17 février 1898. — Voy. CRÉDITS (Divers ministères, § 3).

7. Rapport sur le projet de loi portant : 1° ouverture sur l'exercice 1914 des crédits provisoires applicables au mois d'avril 1914; 2° autorisation de percevoir pendant le même mois les impôts et revenus publics. — Voy. CRÉDITS PROVISOIRES, § 2.

8. Rapport sur le projet de loi portant : 1° ouverture sur l'exercice 1914 des crédits provisoires applicables aux mois de mai et

de juin 1914; 2<sup>e</sup> autorisation de percevoir pendant les mêmes mois les impôts et revenus publics. — Voy. CRÉDITS PROVISOIRES, § 3.

9. Rapport général sur le projet de loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1914. — Voy. BUDGET DE 1914.

10. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet l'émission de rentes 3 1/2 p. 100 amortissables en vue de subvenir aux dépenses extraordinaires de la défense nationale et aux dépenses d'occupation au Maroc. — Voy. RENTES 3 1/2 p. 100 AMORTISSABLES.

11. Avis présenté au nom de la Commission de l'impôt sur le revenu sur les articles 7 à 28 du projet de loi de finances de l'exercice 1914 relatifs à l'impôt sur le revenu. — Voy. IMPÔT GÉNÉRAL SUR LES REVENUS, § 3.

12. Rapport supplémentaire sur le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1914 (art. 7 à 28 de la loi de finances). — Voy. BUDGET DE 1914, § 3.

13. Rapport sur le projet de loi portant fixation du taux de la taxe de fabrication sur les alcools d'origine industrielle pour l'année 1915. — Voy. ALCOOLS D'ORIGINE INDUSTRIELLE.

14. Rapport sur le projet de loi concernant : 1<sup>o</sup> l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1913 au titre du budget général; 2<sup>o</sup> l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1913 au titre des budgets annexes. — Voy. CRÉDITS (Divers ministères, § 4).

15. Rapport sur le projet de loi relatif au report de crédits sur l'exercice 1913 à l'exercice 1914 (art. 71 de la loi de finances du 27 février 1912). — Voy. CRÉDITS (Divers ministères, § 5).

16. Rapport sur le projet de loi portant : 1<sup>o</sup> ouverture sur l'exercice 1914 des crédits provisoires applicables au mois de juillet 1914; 2<sup>o</sup> autorisation de percevoir pendant le même mois les impôts et revenus publics. — Voy. CRÉDITS PROVISOIRES, § 4.

17. Rapport sur le projet de loi portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements (exercice 1915). — Voy. FONDS DE SUBVENTION.

18. Rapport sur le projet de loi concernant : 1<sup>o</sup> l'ouverture et l'annulation sur l'exercice 1914 de crédits provisoires au titre du budget général annexe des Monnaies et Médailles; 2<sup>o</sup> l'ouverture sur l'exercice 1914 de crédits gagés par des res-

sources spéciales. — Voy. CRÉDITS (Divers ministères, § 6).

19. Rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1914. — Voy. BUDGET DE 1914, § 11.

20. Rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1914. — Voy. BUDGET DE 1914, § 12.

21. Rapport sur le projet de loi relatif aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1915. — Voy. CONTRIBUTIONS DIRECTES.

22. Rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1914. — Voy. BUDGET DE 1914, § 13.

23. Rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1914. — Voy. BUDGET DE 1914, § 14.

24. Rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des Députés, portant fixation du budget

général des dépenses et des recettes de l'exercice 1914. — Voy. BUDGET DE 1914 § 15.

25. Rapport sur le projet de loi portant augmentation de la faculté d'émission des Banques de France et de l'Algérie, établissant à titre provisoire le cours forcé de leurs billets et approuvant des conventions passées avec ces établissements. — Voy. BANQUES DE FRANCE ET DE L'ALGÉRIE.

26. Rapport sur le projet de loi modifiant la loi du 14 décembre 1879 sur les crédits supplémentaires et extraordinaires à ouvrir par décret pour les besoins de la défense nationale. — Voy. CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES ET EXTRAORDINAIRES POUR LA DÉFENSE NATIONALE.

27. Rapport sur le projet de loi portant : 1<sup>o</sup> ouverture sur l'exercice 1915 des crédits provisoires applicables au premier semestre de 1915; 2<sup>o</sup> autorisation de percevoir pendant la même période les impôts et revenus publics. — Voy. CRÉDITS PROVISOIRES, § 5.

AIN (Voies ferrées de l'). — Voy. CHEMINS DE FER, § 21.

ALBANIE SEPTENTRIONALE (Commission internationale de délimitation de). — Voy. CRÉDITS (Affaires étrangères, § 7).

ALCOOLS D'ORIGINE INDUSTRIELLE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du taux de la taxe de fabrication sur les alcools d'origine industrielle pour l'année 1915, n<sup>o</sup> 261 (p. 610). — Rapport de M. Emile Aïmond, n<sup>o</sup> 315 (p. 634).

ALGER (Tribunal de première instance d'). — Voy. ALGÉRIE, § 6.

#### ALGÉRIE.

1. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet le classement, comme annexe de la route nationale n<sup>o</sup> 6, en Algérie, d'une nouvelle route à ouvrir entre Bou-Rached et la limite des territoires du Sud, par le Kreider, n<sup>o</sup> 41 (p. 49). — Rapport de M. Guillaume Chastenot, n<sup>o</sup> 96 (p. 112).

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, réglementant le régime de l'indigénat en Algérie, n<sup>o</sup> 50 (p. 72). — Rapport de M. Etienne Flandin, n<sup>o</sup> 289 (p. 598).

3. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victi-

mes dans leur travail en Algérie, n° 151 (p. 196).

4. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger l'application de la loi du 24 décembre 1904, qui a maintenu aux administrateurs des communes mixtes de l'Algérie, en territoire civil, le droit de répression, par voie disciplinaire, des infractions spéciales à l'indigénat, n° 190 (p. 251). — Rapport de M. Etienne Flandin, n° 208 (p. 584).

5. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux dépenses de construction des écoles primaires spéciales aux indigènes de l'Algérie, n° 229 (p. 257). — Rapport de M. Guillaume Chastenot, n° 345 (p. 710).

6. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant création d'une quatrième chambre au tribunal de première instance d'Alger et d'un siège de juge suppléant chargé de l'instruction au tribunal de première instance de Mostaganem, n° 250 (p. 607). — Rapport de M. Alexandre Bérard, n° 290 (p. 617).

7. Rapport de M. Henry Bérenger sur la proposition de résolution de M. Ernest Monis et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'examiner s'il y a lieu de constituer une Commission de 18 membres élus au scrutin de liste, chargée d'étudier les réformes que comporterait la situation de l'Algérie, n° 292 (p. 617).

8. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus applicables au budget spécial de l'Algérie pour l'exercice 1915, n° 483 (p. 819). — Rapport de M. Guillaume Chastenot, n° 488 (p. 849).

#### ALLOCUTIONS.

1. Allocution de M. Huguet, doyen d'âge, en prenant place au fauteuil, n° 1 (p. 1).

2. Allocution de M. Antonin Dubost, président du Sénat, en prenant place au fauteuil, n° 2 (p. 2).

3. Allocution de M. Antonin Dubost, président du Sénat, n° 472 (p. 841).

**ALSACE** (Comte d'), prince d'Hénin, sénateur des Vosges.

Rapport sur le projet de loi relatif à la nomination, par anticipation, au grade de sous-lieutenant, des aspirants élèves à l'École spéciale militaire entrés à cette école en 1913. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 15.

#### ALSACIENS-LORRAINS.

1. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'admission des Alsaciens-Lorrains dans l'armée française n° 439 (p. 835). — Rapport de M. Gervais, n° 440 (p. 835).

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant extension aux colonies françaises de la loi du 5 août 1914 relative à l'admission des Alsaciens-Lorrains dans l'armée française, n° 489 (p. 850).

#### ALTÉRATIONS DE NOMS SUR LES PRODUITS NATURELS ET FABRIQUÉS. — Voy. APPELLATIONS D'ORIGINE.

**AMBASSADE DE FRANCE A TOKIO.** — Rapport de M. Paul Doumer sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la construction de l'ambassade de France à Tokio, n° 72 (p. 82).

**AMENDES.** — Proposition de loi de M. Léopold Goiran sur la perception des amendes en matière de contraventions, n° 332 (p. 835).

#### AMIC, sénateur des Alpes-Maritimes.

1. Rapport sur le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1914 (Imprimerie nationale). — Voy. BUDGET de 1914, § 1.

2. Rapport sur le projet de loi concernant l'ouverture au Ministre des Finances de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'exercice 1914, pour l'aménagement de nouveaux ateliers dans les bâtiments de l'imprimerie nationale, rue de la Convention. — Voy. CRÉDITS (Finances, § 5).

**AMNISTIE.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'amnistie pour les insoumis et les déserteurs de l'armée de terre et de l'armée de mer, n° 441 (p. 835). — Rapport de M. Murat, n° 442 (p. 835).

**ANIMAUX DE REMONTE.** — Voy. CRÉDITS (Guerre, § 2).

**ANNEMASSE A SAMOENS** (Tramway de). — Voy. CHEMINS DE FER, § 18).

**APPELLATIONS D'ORIGINE.** — Rapport de M. Jénouvrier sur le projet de loi relatif aux altérations ou suppositions de noms sur les produits naturels et fabriqués et à la protection des appellations d'origine, n° 353 (p. 796).

**APPRENTISSAGE.** — Rapport de M. Henri Michel sur la proposition de loi

de MM. Henri Michel et Mascuraud, relative à l'apprentissage, n° 401 (p. 828).

#### ARMÉES DE TERRE ET DE MER.

1. Proposition de loi de M. Gervais sur l'avancement des officiers, n° 7 (p. 1).

2. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à accorder aux veuves et orphelins des médecins militaires succombant par suite d'une maladie épidémique ou contagieuse contractée dans leur service d'hôpital ou d'ambulance les mêmes pensions et secours que si la mort avait été causée par des événements de guerre, n° 29 (p. 37).

3. Rapport de M. de Langenhagen sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la création d'un corps d'ingénieurs militaires et de corps d'agents et de sous-agents militaires des poudres, n° 35 (p. 37). — Avis de la Commission des finances présenté par M. Millès-Lacroix, n° 66 (p. 78).

4. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur les conditions d'obtention du grade d'officier dans la réserve de l'armée de mer par les élèves de la marine marchande et les anciens élèves libres de l'École principale du génie maritime, n° 57 (p. 76). — Rapport de M. Riotteau, n° 183 (p. 249).

5. Rapport de M. Paul Doumer sur le projet de loi portant modification à la loi du 21 mars 1905 sur le recrutement de l'armée et à la loi du 7 août 1913 modifiant les lois des cadres de l'infanterie, de la cavalerie, de l'artillerie et du génie, en ce qui concerne l'effectif des unités, et fixant les conditions du recrutement de l'armée active et de la durée du service dans l'armée active et ses réserves, n° 73 (p. 85). — Rapport supplémentaire de M. Paul Doumer, n° 139 (p. 182). — Avis de la Commission des finances présenté par M. Millès-Lacroix, n° 178 (p. 563).

6. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la constitution des cadres et effectifs des différentes armes (infanterie, cavalerie, artillerie, génie, secrétaires d'état-major et du recrutement), n° 117 (p. 178). — Rapport de M. Gervais, n° 168 (p. 201). — Avis de la Commission des finances présenté par M. Millès-Lacroix, n° 177 (p. 240).

7. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant organisation du corps des ingénieurs du génie maritime, n° 132 (p. 181). — Rapport de M. Cabart-Danneville, n° 169 (p. 227). — Avis de la Commission

des finances présenté par M. Emile Chautemps, n° 217 (p. 252).

8. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à fixer les conditions de limite d'âge d'admission, à l'Ecole polytechnique, n° 160 (p. 200). — Rapport de M. Boudenoot, n° 242 (p. 606).

9. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de compléter la loi du 11 juillet 1889 et l'article 85 de la loi de finances du 13 juillet 1914 par la création d'un tarif de pension correspondant aux emplois d'adjudant-chef et d'aspirant, n° 181 (p. 249). — Rapport de M. Millès-Lacroix, n° 254 (p. 608).

10. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'intégration du corps des armuriers de la marine dans le corps des équipages de la flotte, n° 235 (p. 606). — Rapport de M. Genet, n° 341 (p. 708).

11. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 5 novembre 1909, portant création d'un corps d'ingénieurs de l'artillerie navale, n° 236 (p. 606). — Rapport de M. Cabart-Danneville, n° 255 (p. 608). — Avis de la Commission des finances présenté par M. Emile Chautemps, n° 245 (p. 607).

12. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modifications et additions aux lois du 29 mars 1912 et du 4 juillet 1913, concernant l'aéronautique militaire, n° 251 (p. 607). — Rapport de M. Emile Raymond, n° 371 (p. 618). — Avis de la commission des finances présentés par M. Millès-Lacroix, n° 384 (p. 721).

13. Proposition de loi de M. Cabart-Danneville tendant à donner à la marine la défense des côtes organisée au moyen des inscrits maritimes non employés au service de la flotte et au moyen de troupes d'infanterie et d'artillerie dépendant du Ministère de la Marine, n° 293 (p. 835).

14. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la construction d'un hôpital maritime de 500 lits à Lorient, n° 357 (p. 712). — Rapport de M. Emile Chautemps, n° 361 (p. 715).

15. Décret du Président de la République portant retrait du projet de loi portant modifications à la loi du 21 mars 1905 sur le recrutement de l'armée, n° 376 (p. 719).

16. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la nomination, par anticipation, au grade de sous-lieutenant, des aspirants élèves à l'Ecole spéciale militaire entrés à cette école en 1913, n° 395

(p. 806). — Rapport de M. le comte d'Alsace, prince d'Hénin, n° 399 (p. 806).

17. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à attribuer à l'autorité militaire le droit de pourvoir, par voie de réquisition, au logement et à la subsistance des individus expulsés des places fortes comme bouches inutiles, n° 443 (p. 836). — Rapport de M. de La Batut, n° 444 (p. 836).

18. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à attribuer à l'autorité militaire le droit de pourvoir, par voie de réquisition, au logement et à la subsistance des personnes étrangères évacuées sur certaines régions de l'intérieur, n° 445 (p. 836). — Rapport de M. André Lebert, n° 446 (p. 836).

19. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'incorporation, en temps de guerre, des hommes de troupe et des officiers de l'armée territoriale dans l'armée active, et réciproquement, n° 449 (p. 837). — Rapport de M. Gouzy, n° 450 (p. 837).

20. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la nomination, au grade de sous-lieutenant, des élèves des Ecoles polytechnique et spéciale militaire entrés à ces écoles en 1913 sous le régime de la loi du 7 août 1913, n° 451 (p. 837). — Rapport de M. Gervais, n° 452 (p. 837).

21. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la nomination immédiate, au grade de sous-lieutenant, des aspirants élèves aux Ecoles polytechnique et spéciale militaire entrés à ces écoles en 1913, n° 453 (p. 837). — Rapport de M. Gervais, n° 454 (p. 837).

22. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification de décrets réglant diverses mesures d'organisation militaire, n° 485 (p. 849).

23. — Voy. ALSACIENS-LORRAINS, §§ 1 et 2.

**ARMURE DE PHILIPPE II.** — Voy. CHANFREIN DE L'ARMURE DE PHILIPPE II.

**ARMURIERS DE LA MARINE.** — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 10.

**ARRÊTS DE REJET DE LA CHAMBRE DES REQUÊTES.** — Voy. CODE CIVIL, § 7.

**ASPIRANTS (Pensions des).** — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 9.

**ASSISTANCE AUX ENFANTS INFIRMES OU INCURABLES.** — Voy. ENFANTS INFIRMES OU INCURABLES.

**ASSISTANCE AUX FAMILLES NOMBREUSES.** — Voy. FAMILLES NOMBREUSES, § 3.

**ASSISTANCE AUX FEMMES EN COUCHES.** — Voy. FEMMES EN COUCHES.

**ASSOCIATIONS D'OUVRIERS FRANÇAIS.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de la loi du 29 juillet 1893 sur l'admission des associations d'ouvriers français aux marchés de travaux et de fournitures à passer pour le compte des communes, n° 195 (p. 570). — Rapport de M. Ferdinand-Dreyfus, n° 240 (p. 258).

**ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur les associations ouvrières de production et sur le crédit au travail, n° 337 (p. 706).

**ASSURANCES SUR LA VIE (Sociétés d').** — Voy. SOCIÉTÉS, § 3.

**ASTIER, sénateur de l'Ardèche.**

Rapport sur la proposition de loi de M. Astier et d'un grand nombre de ses collègues, relative à l'organisation de l'enseignement technique industriel et commercial. — Voy. ENSEIGNEMENT TECHNIQUE.

**ATHÈNES (Achat d'un hôtel diplomatique à).** — Voy. CRÉDITS (Affaires étrangères, § 6).

**ATTACHÉS TITULAIRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.** — Voy. BUDGET DE 1914, § 10.

**AUDIIFRED, sénateur de la Loire.**

1. Rapport sur le projet de loi tendant à la création d'une caisse des monuments historiques. — Voy. CAISSE DES MONUMENTS HISTORIQUES.

2. Rapport sur sa proposition de loi relative à l'achèvement des ports et des voies navigables. — Voy. PORTS ET VOIES NAVIGABLES.

3. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet la création d'un avant-port et d'un arrière-port à Bougie et la concession à la chambre de commerce de cette ville d'une partie des terre-pleins dudit port. — Voy. PORTS MARITIMES, § 4.

**AVANCEMENT DES MAGISTRATS.** — Voy. MAGISTRATS.

**AVANCEMENT DES OFFICIERS.** — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 1.

## B

**BANQUES COLONIALES.**

1. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation du privilège des banques coloniales et des statuts desdites banques, n° 482 (p. 849). — Rapport de M. Gervais, n° 487 (p. 849).

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au remboursement des billets des banques coloniales, n° 484 (p. 849).

**BANQUES DE FRANCE ET DE L'ALGÉRIE.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant augmentation de la faculté d'émission des banques de France et de l'Algérie, établissant à titre provisoire le cours forcé de leurs billets et approuvant des conventions passées avec ces établissements, n° 459 (p. 833). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 460 (p. 833).

**BARBARIE (Écheltes de).** — Voy. ÉCHELLES DU LEVANT.

**BARBIER (Léon), sénateur de la Seine.**

Rapport sur le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1914 (Chemins de fer de l'État). — Voy. BUDGET DE 1914, § 1.

**BATTERIE DÉCLASSÉE DE SAINT-BARTHÉLEMY (Guadeloupe).** — Voy. COLONIES, § 8.

**BATTERIE DE SAINT-ÉRASME.** — Rapport de M. Charles Humbert sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant déclassement de la batterie de Saint-Erasme, à Bastia, n° 36 (p. 42).

**BEPMALE, sénateur de la Haute-Garonne.**

Rapport sur le projet de loi tendant à modifier le tableau des circonscriptions électorales annexé à la loi du 13 février 1889. — Voy. CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES.

**BÉRARD (Alexandre), sénateur de l'Ain.**

1. Rapport supplémentaire sur le projet de loi ayant pour objet de modifier les conditions exigées pour l'obtention de la médaille d'honneur des sapeurs-pompiers. — Voy. DÉCORATIONS, § 4.

2. Rapport sur la proposition de loi tendant à réglementer l'affichage électoral. — Voy. AFFICHAGE ÉLECTORAL.

3. Rapport sur le projet de loi tendant à modifier les articles 1<sup>er</sup>, 3, 4, 5, 9 et 11 de la loi du 29 juillet 1913, ayant pour objet d'assurer le secret et la liberté du vote ainsi que la sincérité des opérations électorales. — Voy. ÉLECTIONS, § 2.

4. Rapport sur le projet de loi tendant à fixer au 18 mai l'ouverture de la première session ordinaire des conseils généraux pour l'année 1914. — Voy. CONSEILS GÉNÉRAUX, § 1.

5. Rapports sur le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1914 (Justice) (Intérieur). — Voy. BUDGET DE 1914, § 4.

6. Rapport sur le projet de loi portant création d'une quatrième Chambre au tribunal de première instance d'Alger et d'un siège de juge suppléant chargé de l'instruction au tribunal de première instance de Mostaganem. — Voy. ALGÉRIE, § 6.

7. Rapport sur le projet de loi fixant la composition des cours d'appel et des tribunaux de première instance (art. 67 disjoint du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1914). — Voy. BUDGET DE 1914, § 7.

8. Rapport sur le projet de loi tendant à admettre au droit à pension les juges suppléants de carrière recrutés antérieurement au décret du 13 février 1908 (art. 69 disjoint du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1914). — Voy. BUDGET DE 1914, § 8.

9. Rapport sur la proposition de loi de M. Jeanneney relative au classement des préfetures et des sous-préfetures (amendement n° 19 au projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1914). — Voy. BUDGET DE 1914, § 9.

10. Rapport sur le projet de loi concernant le traitement annuel des juges suppléants et attachés titulaires du Ministère de la Justice ayant subi avec succès l'examen d'admission dans la magistrature (art. 68 disjoint du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1914). — Voy. BUDGET DE 1914, § 10.

11. Rapport sur le projet de loi tendant à instituer la police d'Etat dans les communes de Toulon et de la Seyne. — Voy. POLICE D'ÉTAT.

12. Rapport sur le projet de loi tendant à proroger les pouvoirs des sénateurs appartenant à la série B. — Voy. ÉLECTIONS, § 5.

13. Rapport sur le projet de loi tendant : 1° à ajourner les opérations de revision des listes électorales pour 1915 ; 2° à ajourner les élections législatives, départementales, communales et consulaires. — Voy. ÉLECTIONS, § 6.

**BEURRE DE CACAO.**

Rapport sommaire de M. Vincent sur la proposition de loi de M. Lucien Cornet, tendant à additionner de substances révélatrices les matières grasses présentant une composition chimique permettant de les confondre avec le beurre de cacao, n° 157 (p. 197).

**BILLETS DES BANQUES COLONIALES.** — Voy. BANQUES COLONIALES, § 2.

**BOIS CONTREPLAQUÉS.** — Voy. DOUANES, § 1.

**BOIS DES COMMUNES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS.** — Voy. COUPES EXTRAORDINAIRES DANS LES BOIS DES COMMUNES.

**BORDEAUX (Port de).** — Voy. PORTS MARITIMES, § 3.

**BOUCHER (Henry), sénateur des Vosges.**

1. Rapport et rapport supplémentaire sur la proposition de loi ayant pour objet l'extension aux exploitations forestières des dispositions de la loi du 9 avril 1893 sur les accidents du travail. — Voy. ACCIDENTS DU TRAVAIL, § 1.

2. Rapport sur la proposition de loi ayant pour objet de réprimer les actes de corruption dans les opérations électorales. — Voy. ÉLECTIONS, § 3.

3. Rapport sur la proposition de loi concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes (modification des art. 9 et 19 de la loi du 9 avril 1893). — Voy. ACCIDENTS DU TRAVAIL, § 2.

**BOUCHES-DU-RHONE (Département des).** — Voy. CHEMINS DE FER, § 6.

**BOUDENOOT, sénateur du Pas-de-Calais.**

Rapport sur le projet de loi tendant à fixer les conditions de limite d'âge d'admission à l'École polytechnique. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 8.

**BOUGIE (Port de).** — Voy. PORTS MARITIMES, § 4.

**BOUILLON A CORBION (Ligne de).** — Voy. CHEMINS DE FER, § 22.

**BOULOGNE-SUR-MER.** — Voy. EXPOSITIONS, § 2.

**BOU-RACHED (Route de).** — Voy. ALGÉRIE, § 1.

**BOURBOURG A DRINCHAM (Chemin de fer de).** — Voy. CHEMINS DE FER, § 1<sup>er</sup>.

**BRÉAL A REDON (Tramway de).** — Voy. CHEMINS DE FER, § 15.

**BRÉSIL (Convention avec le).** — Voy. CONVENTIONS ET TRAITÉS, § 6.

#### BUDGET DE 1914.

1. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1914, n° 244 (p. 259). — Rapport général de M. Emile Aimond, n° 272 (p. 276 et 493) et n° 272 *annexe* (p. 535). — Rapport de M. de Selves (Finances), n° 272 (p. 276). — Rapport de M. Couyba (Monnaies et Médailles), n° 272 (p. 295). — Rapport de M. Amic (Imprimerie nationale), n° 272 (p. 299). — Rapport de M. Alexandre Bérard (Justice) n° 272 (p. 301). — Rapport de M. Cachet (Services pénitentiaires), n° 272 (p. 302). — Rapport de M. Cachet (Légion d'honneur), n° 272 (p. 304). — Rapport de M. Paul Doumer (Affaires étrangères), n° 272 (p. 307). — Rapport de M. Alexandre Bérard (Intérieur), n° 272 (p. 311). — Rapport de M. Milliès-Lacroix (Guerre), n° 272 (p. 317). — Rapport de M. Milliès-Lacroix (Poudres et Salpêtres), n° 272 (p. 343). — Rapport de M. Emile Chautemps (Marine militaire), n° 272 (p. 344). — Rapport de M. Jénouvrier (Marine marchande), n° 272 (p. 353). — Rapport de M. Jénouvrier (Caisse des Invalides de la marine), n° 272 (p. 355). — Rapport de M. Eugène Lintilhac (Instruction publique), n° 272 (p. 356). — Rapport de M. Couyba (Beaux-Arts), n° 272 (p. 363). — Rapport de M. Victor Lourties (Commerce et Industrie), n° 272 (p. 372). — Rapport de M. Victor Lourties (Ecole centrale), n° 272 (p. 377). — Rapport de M. Emile Dupont (Postes et Télégraphes), n° 272 (p. 378). — Rapport de M. Emile Dupont (Caisse nationale d'épargne), n° 272 (p. 405). — Rapport de M. Ferdinand-Dreyfus (Travail et Prévoyance sociale), n° 272 (p. 408). — Rapport de M. Gervais (Colonies), n° 272 (p. 416). — Rapport de M. Gervais (Chemin de fer et port de la Réunion), n° 272 (*annexe bis*) (p. 614). — Rapport de M. Jules Develle (Agriculture), n° 272 (p. 435). —

Rapport de M. Albert Gérard (Travaux publics et Conventions), n° 272 (p. 443). — Rapport de M. Léon Barbier (Chemins de fer de l'Etat), n° 272 (p. 451). — Rapport de M. Lucien Hubert (Protectorats), n° 272 (p. 459).

2. Avis de la Commission de l'impôt sur le revenu, présenté par M. Emile Aimond, sur les articles 7 à 28 du projet de loi de finances relatifs à l'impôt sur le revenu. — Voy. IMPÔT GÉNÉRAL SUR LES REVENUS, § 3.

3. Rapport supplémentaire de M. Emile Aimond (art. 7 à 28 du projet de loi de finances), n° 314 (p. 633).

4. Rapport supplémentaire de M. Milliès-Lacroix (Occupation militaire du Maroc. Compte spécial : art. 22 *bis* et 22 *ter* de la loi de finances, art. 63 et 64 du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés), n° 328 (p. 635).

5. 2<sup>e</sup> rapport supplémentaire de M. Milliès-Lacroix (art. 22 *ter* de la loi de finances : art. 64 du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés. — Etat G. Occupation militaire du Maroc), n° 329 (p. 694).

6. Rapport et rapport supplémentaire de M. Emile Chautemps sur le projet de loi tendant à autoriser l'engagement des crédits nécessaires à l'incorporation en sur-nombre dans les cadres des commis de certains employés en service au Ministère de la Marine (art. 104 disjoint du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1914) n°s 342 (p. 709) et 354 (p. 712).

7. Rapport de M. Alexandre Bérard sur le projet de loi fixant la composition des cours d'appel et des tribunaux de première instance (art. 67 disjoint du projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général de l'exercice 1914), n° 343 (p. 709). — Voy. aussi COURS D'APPEL, § 2.

8. Rapports de M. Alexandre Bérard sur le projet de loi tendant à admettre au droit à pension les juges suppléants de carrière recrutés antérieurement au décret du 13 février 1908 (art. 69 disjoint du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1914), n°s 346 (p. 710) et 409 (p. 807).

9. Rapport de M. Alexandre Bérard sur la proposition de loi de M. Jeanneney relative au classement des préfectures et sous-préfectures (amendement n° 19 au projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1914), n° 347 (p. 711).

10. Rapport de M. Alexandre Bérard sur le projet de loi concernant le traitement annuel des juges suppléants et attachés titulaires du Ministère de la Justice ayant

subi avec succès l'examen d'admission dans la magistrature (art. 68 disjoint du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1914), n° 348 (p. 711).

11. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1914, n° 419 (p. 811). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 420 (p. 811).

12. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, modifié à nouveau par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1914, n° 422 (p. 811). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 425 (p. 816).

13. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1914, n° 428 (p. 834). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 429 (p. 834).

14. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1914, n° 432 (p. 834). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 433 (p. 834).

15. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1914,

n° 434 (p. 834). — Rapport de M. Émile Aimond, n° 435 (p. 834).

**BUDGET DE L'ALGÉRIE.** — Voy. ALGÉRIE, § 8.

**BUDGET DU SÉNAT.** — Rapport de M. Guillaume Poulle, au nom de la Commission de comptabilité, sur : 1° le projet de résolution portant règlement définitif ; 1° du compte des recettes et des dépenses du Sénat pour l'exercice 1913 ; 2° du compte des recettes et des dépenses de la caisse des retraites des anciens sénateurs et de celle des employés du Sénat pour 1913. — 2° le projet de résolution portant : 1° fixation du budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1915 ; 2° évaluation des recettes et des dépenses de la caisse des retraites des anciens sénateurs et de celle des employés du Sénat, n° 366 (p. 718).

**BUDGETS (Règlement définitif des).**

1. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1910, n° 271 (p. 611).

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1911, n° 273 (p. 612).

**BUREAU INTERNATIONAL DE STATISTIQUE COMMERCIALE.** — Voy. CONVENTIONS ET TRAITÉS, § 9.

**BUREAUX DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES A PARIS.** — Voy. POSTES ET TÉLÉGRAPHES.

## C

**CABART-DANNEVILLE, sénateur de la Manche.**

1. Rapport sur le projet de loi portant organisation du corps des ingénieurs du génie maritime. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 7.

2. Rapport sur le projet de loi tendant à modifier la loi du 5 novembre 1909, portant création d'un corps d'ingénieurs de l'artillerie navale. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 11.

3. Proposition de loi tendant à donner à la marine la défense des côtes organisée au moyen des inscrits maritimes non employés au service de la flotte et au moyen de troupes d'infanterie et d'artillerie dépendant du Ministère de la Marine. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 13.

**CACHET, sénateur de l'Orne.**

1. Rapport sur le projet de loi tendant à la désaffectation au culte de la tour de Saint-Paterne, à Orléans. — Voy. TOUR DE SAINT-PATERNE.

2. Rapport sur le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1914 (Services pénitentiaires. — Légion d'honneur). — Voy. BUDGET DE 1914, § 1.

**CADRES ET EFFECTIFS DES DIFFÉRENTES ARMES.** — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, §§ 5 et 6.

**CAISSE D'AMORTISSEMENT.** — Voy. CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS.

**CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS.** — Rapport de la Commission de surveillance de la Caisse d'amortissement et de la Caisse des dépôts et consignations sur les opérations de l'année 1913 et sur la situation, au 31 décembre 1913, de ces deux établissements, n° 309 (p. 630).

**CAISSE DES INVALIDES DE LA MARINE.**

1. Rapport de M. Riotteau sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier les articles 2 et 41 de la loi du 14 juillet 1908 concernant les pensions sur la Caisse des Invalides de la Marine, n° 344 (p. 710).

2. Avis de la Commission des finances sur la proposition de loi ci-dessus, présenté par M. Jénouvrier, n° 400 (p. 806).

**CAISSE DES MONUMENTS HISTORIQUES.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, tendant à la création d'une caisse des monuments historiques, n° 355 (p. 712). — Rapport de M. Audiffred, n° 360 (p. 714).

**CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE EN CAS DE DÉCÈS.** — Voy. LIVRET D'ASSURANCE SOCIALE.

**CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE (Convention entre la ville de Paris et la).** — Voy. CONVENTIONS ET TRAITÉS, § 8.

**CAISSE NATIONALE DE RETRAITES DES OUVRIERS MINEURS.** — Rapport de M. Hervey sur la proposition de

loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 29 juin 1894 et à créer une Caisse nationale de retraites des ouvriers mineurs, miniers et ardoisiers, n° 37 (p. 42).

**CAISSE NATIONALE DES RETRAITES POUR LA VIEILLESSE.** — Rapport de M. Goirand sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à abroger les paragraphes 3, 5, 6, 7, 8 et 9 de l'article 13 de la loi du 20 juillet 1886 relative à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse (art. 113 disjoint du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1913), n° 107 (p. 158).

**CAISSES D'ÉPARGNE.**

1. Rapport sommaire de M. Daniel sur la proposition de loi de M. Lucien Cornet et plusieurs de ses collègues, tendant à réviser la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne, n° 83 (p. 104).

2. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne, n° 284 (p. 613).

**CAISSES DES ÉCOLES.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux caisses des écoles, n° 33 (p. 37). — Rapport de M. Ferdinand Dreyfus, n° 82 (p. 99) — Avis de la Commission des finances présenté par M. Eugène Lintilhac, n° 128 (p. 181).

**CAISSES DES RETRAITES DES ANCIENS SÉNATEURS ET DES EMPLOYÉS DU SÉNAT.** — Voy. BUDGET DU SÉNAT.

**CAMARGUE (Chemins de fer de la).** — Voy. CHEMINS DE FER, § 6.

**CAMPAGNOLS (Invasion des).** — Voy. CRÉDITS (Agriculture, § 2).

**CAPÉLAN, sénateur de Tarn-et-Garonne.**

1. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique, dans les départements de la Nièvre et de l'Allier, l'établissement de deux voies ferrées d'intérêt local de Saxy-Bourdon à Decize et de Decize à Moulins-sur-Allier, avec embranchement de Saint-Ennemond à Dornes. — Voy. CHEMINS DE FER, § 4.

2. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver le rachat, par le



département de Lot-et-Garonne, de la rétrocession de son réseau de tramways, et une nouvelle rétrocession de ce réseau, ainsi que d'autoriser la Compagnie des chemins de fer du Midi à accorder une garantie d'intérêt à l'entreprise. — Voy. CHEMINS DE FER, § 19.

**CAPITALISATION (Sociétés de).** — Voy. SOCIÉTÉS, § 3.

**CATALOGNE, sénateur des Basses-Pyrénées.**

1. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans les départements des Vosges et de la Haute-Marne, d'une voie ferrée d'intérêt local entre Neufchâteau et Contrexéville. — Voy. CHEMINS DE FER, § 10.

2. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département des Basses-Pyrénées, d'une voie ferrée d'intérêt local de Pau à Sault-de-Navailles et d'autoriser la Compagnie des chemins de fer du Midi à accorder une garantie d'intérêt à cette entreprise. — Voy. CHEMINS DE FER, § 11.

3. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver trois délibérations du conseil général du département du Nord portant engagements complémentaires du département envers le concessionnaire des chemins de fer d'intérêt local de Don à Fromelles et d'Hondschoote à Bray-Dunes. — Voy. CHEMINS DE FER, § 2.

**CAZENEUVE, sénateur du Rhône.**

Rapport sur la proposition de loi ayant pour objet la réforme des expertises médico-légales. — Voy. EXPERTISES MÉDICO-LÉGALES.

**CERTIFICATS DE TRAVAIL.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à exonérer du timbre de l'enregistrement les certificats de travail donnés aux ouvriers, employés ou serviteurs, et contenant certaines mentions non prévues par l'article 3 de la loi du 2 juillet 1890, n° 239 (p. 606).

**CHAMARET.** — Voy. CHEMINS DE FER, § 5.

**CHAMBRE DES DÉPUTÉS.** — Voy. CRÉDITS (Finances, §§ 1, 2 et 4).

**CHAMBRES DE COMMERCE.**

1. (Chambre de commerce de Brest. — Voy. EMPRUNTS, § 3.

2. (Congrès international des). — Voy. CRÉDITS (Commerce, Industrie, Postes et Télégraphes, § 2).

3. (Éligibilité des femmes commerçantes.) — Voy. FEMMES COMMERÇANTES.

4. (Élections aux). — Voy. ÉLECTIONS, § 6.

**CHANFREIN DE L'ARMURE DE PHILIPPE II.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, autorisant le Ministre des Affaires étrangères à offrir au gouvernement espagnol le chanfrein de l'armure de Philippe II, n° 111 (p. 159). — Rapport de M. Maurice Ordinaire, n° 149 (p. 196).

**CHAPUIS (Gustave), sénateur de Meurthe-et-Moselle.**

Rapport sur la proposition de loi ayant pour but de modifier le paragraphe 3 de l'article 41 de la loi du 21 mars 1905 concernant l'exemption des périodes d'instruction pour les sapeurs-pompiers. — Voy. SAPEURS-POMPIERS, § 2.

**CHARGEURS RÉUNIS (Compagnie des).** — Voy. TRANSPORTS DE L'ADMINISTRATION DES COLONIES.

**CHARLES CHABERT, sénateur de la Drôme.**

Rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver une convention passée entre le département de la Drôme et la Compagnie du chemin de fer de Taulignan-Grignan-Chamaret, en vue du relèvement du tarif-voyageurs de 2<sup>e</sup> classe sur le tramway de Taulignan à Grignan et à la station de Chamaret, du réseau Paris-Lyon-Méditerranée. — Voy. CHEMINS DE FER, § 5.

**CHARLES-DUPUY, sénateur de la Haute-Loire.**

Rapport sur la proposition de loi de M. Maxime Lecomte et plusieurs de ses collègues tendant à l'abrogation de la loi du 12 juillet 1875 sur l'enseignement supérieur. — Voy. ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

**CHASSE (Police de la).** — Voy. FAISAN.

**CHASSIS D'AUTOMOBILES.** — Voy. DOUANES, § 3.

**CHASTENET (Guillaume), sénateur de la Gironde.**

1. Proposition de loi sur les obligations émises par les Sociétés et sur les parts de fondateurs. — Voy. SOCIÉTÉS, § 1.

2. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet le classement, comme annexe de la route nationale n° 6, en Algérie, d'une nouvelle route à ouvrir entre Bou-Rached et la limite des territoires du Sud, par Le Kreider. — Voy. ALGÉRIE, § 1.

3. Rapport sur le projet de loi relatif aux dépenses de construction des écoles primaires spéciales aux indigènes de l'Algérie. — Voy. ALGÉRIE, § 5.

4. Rapport sur le projet de loi modifiant la composition des cours d'appel et des tribunaux de première instance. — Voy. COURS D'APPEL, § 2.

5. Rapport sur le projet de loi tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus applicables au budget spécial de l'Algérie pour l'exercice 1915. — Voy. ALGÉRIE, § 8.

**CHATELGUYON A COMBRONDE (Chemin de fer de).** — Voy. CHEMINS DE FER, § 8.

**CHAUTEMPS (Émile), sénateur de la Haute-Savoie.**

1. 3<sup>e</sup> Rapport supplémentaire sur sa proposition de loi tendant à la revision de la législation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes. — Voy. ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES OU INCOMMUNES.

2. Avis présenté au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant organisation du corps des ingénieurs du génie maritime. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 7.

3. Avis présenté au nom de la Commission des finances sur le projet de loi tendant à modifier la loi du 5 novembre 1909 portant création d'un corps d'ingénieurs de l'artillerie navale. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 11.

4. Rapport sur le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1914 (Marine militaire). — Voy. BUDGET DE 1914, § 1.

5. Rapport et rapport supplémentaire sur le projet de loi tendant à autoriser l'engagement des crédits nécessaires à l'incorporation en surnombre dans les cadres des commis de certains employés en service au Ministère de la Marine (art. 104 disjoint du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1914). — Voy. BUDGET DE 1914, § 6.

6. Rapport sur le projet de loi relatif à la construction d'un hôpital maritime de 500

lits à Lorient. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 14.

7. Rapport sur le projet de loi portant ouverture sur l'exercice 1914 de crédits additionnels aux crédits provisoires. — Voy. CRÉDITS MARINE.

8. Avis présenté au nom de la Commission de la marine sur le projet de loi autorisant les Ministres de la Guerre et de la Marine à engager des dépenses non renouvelables en vue de pourvoir aux besoins de la défense nationale et déterminant les règles financières applicables auxdites dépenses. — Voy. DÉPENSES NON RENOUVELABLES POUR LA DÉFENSE NATIONALE, § 2.

**CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT.** — Voy. OBLIGATIONS DES CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT.

**CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS.**

1. Rapport de M. Eugène Guérin sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de proroger le délai fixé pour les expropriations nécessaires à l'établissement du chemin de fer d'intérêt local de Bourbourg à Drincham (Nord), n° 6 (p. 1).

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver trois délibérations du Conseil général du département du Nord portant engagements complémentaires du département envers le concessionnaire des chemins de fer d'intérêt local de Don à Fromelles et d'Hondschoote à Bray-Dunes, n° 34 (p. 37). — Rapport de M. Catalogne, n° 316 (p. 693).

3. Rapport de M. Faisans sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver une convention provisoire, passée avec la Compagnie des chemins de fer du Midi, pour la concession éventuelle de diverses lignes de chemins de fer d'intérêt général, n° 47 (p. 66).

4. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique, dans les départements de la Nièvre et de l'Allier, l'établissement de deux voies ferrées d'intérêt local de Saxy-Bourdon à Decize et de Decize à Moulins-sur-Allier, avec embranchement de Saint-Ennemond à Dornes, n° 51 (p. 72). — Rapport de M. Capéran, n° 92 (p. 111).

5. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver une convention passée entre le département de la Drôme et la Compagnie du chemin de fer de Taulignan-Grignan-Chamaret, en vue du relèvement du tarif-voyageurs de 2<sup>e</sup> classe sur le tramway de Taulignan à

Grignan et à la station de Chamaret du réseau Paris-Lyon-Méditerranée, n° 62 (p. 78). — Rapport de M. Charles-Chabert, n° 90 (p. 108).

6. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver un avenant passé entre le département des Bouches-du-Rhône et la Compagnie des chemins de fer de la Camargue pour la modification des conditions d'exploitation du réseau de chemins de fer d'intérêt local concédé à ladite compagnie par la loi du 25 juin 1889, n° 64 (p. 78). — Rapport de M. Faisans, n° 172 (p. 236).

7. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier les conditions de concession ou de rétrocession du chemin de fer d'intérêt local de Toulouse à Boulogne-sur-Gesse et du réseau départemental de tramways de la Haute-Garonne, n° 74 (p. 93). — Rapport de M. Dellestable, n° 84 (p. 104).

8. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver une convention provisoire passée avec la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée pour la concession, à titre éventuel, d'une ligne de chemin de fer d'intérêt général de Châtelluguyon à Combronde, n° 108 (p. 159). — Rapport de M. Dellestable, n° 126 (p. 179).

9. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver la convention relative au calcul du montant maximum des approvisionnements pour l'ensemble du réseau Paris-Lyon-Méditerranée, n° 109 (p. 159). — Rapport de M. Dellestable, n° 125 (p. 179).

10. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans les départements des Vosges et de la Haute-Marne, d'une voie ferrée d'intérêt local entre Neufchâteau et Contrexéville, n° 118 (p. 178) et *annexe*. — Rapport de M. Catalogne, n° 134 (p. 181).

11. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département des Basses-Pyrénées, d'une voie ferrée d'intérêt local de Pau à Sault-de-Navailles et d'autoriser la Compagnie des chemins de fer du Midi à accorder une garantie d'intérêt à cette entreprise, n° 129 (p. 181). — Rapport de M. Catalogne, n° 135 (p. 181).

12. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour but d'approuver un avenant à la convention de concession du réseau des tramways de la Corrèze,

n° 130 (p. 181). — Rapport de M. Dellestable, n° 131 (p. 181).

13. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclasser une section du tramway de La Lacelle à Trun et de réduire le capital de premier établissement ainsi que la subvention de l'État concernant cette ligne, n° 133 (p. 180). — Rapport de M. Fenoux, n° 226 (p. 605).

14. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet, d'une part, d'approuver une convention passée entre le département de la Meuse et la Société générale des chemins de fer économiques pour la concession de l'exploitation des chemins de fer d'intérêt local de Verdun à Montmédy et de Commercy à la ligne précédente et, d'autre part, d'augmenter le capital de premier établissement de ces chemins de fer, n° 136 (p. 182). — Rapport de M. Surreaux, n° 257 (p. 610).

15. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet : 1° de déclarer d'utilité publique les travaux à exécuter pour la modification du tracé, entre Saint-Just et Redon, du tramway de Bréal à Redon, faisant partie du réseau déclaré d'utilité publique par décret du 1<sup>er</sup> septembre 1906, et pour l'établissement d'un embranchement destiné au service des marchandises jusqu'au bassin à flot de Redon ; 2° d'approuver l'avenant passé entre le département d'Ille-et-Vilaine et la Compagnie des tramways à vapeur d'Ille-et-Vilaine ; 3° d'élever le maximum du capital de premier établissement afférent à la ligne de Bréal à Redon et à l'ensemble du réseau ; 4° de prolonger le délai d'expropriation des terrains à occuper par ladite ligne, n° 152 (p. 196). — Rapport de M. Lemarié, n° 171 (p. 236).

16. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet : 1° d'autoriser le prolongement, avec construction d'un pont sur la Bidassoa, du chemin de fer espagnol de Saint-Sébastien à la frontière française jusque dans la gare française d'Hendaye (Réseau du Midi : ligne de Bayonne à Irun) ; 2° d'approuver la convention passée, le 3 octobre 1913, entre la Compagnie du chemin de fer de Saint-Sébastien à la frontière française et celle du Midi pour l'établissement et l'exploitation dudit prolongement, n° 202 (p. 251). — Rapport de M. Faisans, n° 206 (p. 251).

17. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver une convention passée avec la Compagnie des chemins de fer départementaux pour la concession, à titre éventuel, d'un chemin

de fer d'intérêt général, à voie étroite, de Meyrueis à Millau ou à un point voisin de Millau, sur la ligne de Millau à Rodez, n° 203 (p. 251). — Rapport de M. Defumade, n° 305 (p. 630).

18. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet : 1° de classer comme voie ferrée locale le tramway d'Annemasse à Samoëns et embranchements (Haute-Savoie) ; 2° de déclarer d'utilité publique, d'une part, les travaux de modification et d'électrification à exécuter sur ladite ligne et ses embranchements ; d'autre part, l'établissement de deux voies ferrées d'intérêt local de Samoëns à Sixt et du Pont-de-Fillings à Habère-Poche, n° 220 et *annexe* (p. 604). — Rapport de M. Goy, n° 241 (p. 606).

19. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver le rachat, par le département de Lot-et-Garonne, de la rétrocession de son réseau de tramways, et une nouvelle rétrocession de ce réseau, ainsi que d'autoriser la Compagnie des chemins de fer du Midi à accorder une garantie d'intérêt à l'entreprise, n° 227 et *annexe* (p. 605). — Rapport de M. Capéran, n° 238 (p. 606).

20. Rapport de M. Surreaux sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver l'augmentation du capital de premier établissement du réseau des chemins de fer d'intérêt local des Pyrénées-Orientales, ainsi que l'augmentation du capital dont la garantie d'intérêt est accordée par la Compagnie du Midi à la Société concessionnaire de ce réseau, n° 258 (p. 610).

21. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de proroger, en ce qui concerne la partie du tramway de Cuiseaux (Saône-et-Loire) et Saint-Trivier-de-Courtes (Ain), comprise entre le point kilométrique 11 k. 700 et le terminus à Saint-Trivier-de-Courtes (point 11 k. 986), le délai fixé pour l'accomplissement des expropriations nécessaires à l'établissement de ce tramway, n° 263 (p. 610). — Rapport de M. Faisans, n° 303 (p. 630).

22. Décret du Président de la République portant retrait du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département des Ardennes, d'un chemin de fer d'intérêt local à voie d'un mètre, formant prolongement vers Sugny et Pussemange de la ligne vicinale belge de Bouillon à Corbion (N° 149, année 1913), n° 351 (p. 712).

23. Projet de loi, adopté par la Chambre

des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement d'un réseau de voies ferrées d'intérêt local dans les départements du Tarn et de la Haute-Garonne et d'autoriser la Compagnie des chemins de fer du Midi à accorder une garantie d'intérêt à l'entreprise, n° 364 et *annexe* (p. 715). — Rapport de M. Faisans, n° 365 (p. 715).

24. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans les départements de la Haute-Savoie et de l'Ain, d'un nouveau réseau de voies ferrées d'intérêt local, n° 374 (p. 760). — Rapport de M. Goy, n° 390 (p. 727).

25. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de proroger le délai fixé pour les expropriations nécessaires à l'établissement du réseau des tramways de la Haute-Vienne, n° 394 (p. 806). — Rapport de M. Defumade, n° 398 (p. 806).

#### CHÉRON (Henry), sénateur du Calvados.

1. Proposition de loi relative à l'insaisissabilité du mobilier des familles nombreuses. — Voy. FAMILLES NOMBREUSES, § 2.

2. Rapport sur le projet de loi concernant le repos hebdomadaire aux halles centrales de Paris. — Voy. REPOS HEBDOMADAIRE AUX HALLES CENTRALES.

3. Rapport sur le projet de loi relatif à l'état de siège. — Voy. ÉTAT DE SIÈGE.

CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier le tableau des circonscriptions électorales annexé à la loi du 13 février 1889, n° 166 (p. 201). — Rapport de M. Bepmale, n° 182 (p. 567).

#### CODE CIVIL.

1. Proposition de loi de MM. Louis Martin, Georges Trouillot, Debierre et J. Loubet, tendant à abroger le dernier paragraphe de l'article 295 du Code civil qui interdit le divorce aux époux précédemment divorcés et remariés ensemble, n° 17 (p. 15).

2. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de compléter l'article 340 du Code civil et de suspendre la prescription de l'action en reconnaissance judiciaire de la paternité pendant le temps de service militaire du père prétendu, n° 18 (p. 15).

3. Rapport de M. Guillaume Poulle sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre

des Députés, ayant pour objet de modifier l'article 162 du Code civil, en ce qui concerne le mariage entre beaux-frères et belles-sœurs, n° 75 (p. 93).

4. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 359 du Code civil sur l'adoption, n° 85 (p. 104).

5. 4<sup>e</sup> rapport supplémentaire de M. Eugène Guérin sur : 1<sup>o</sup> la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier l'article 331 du Code civil et tendant à la légitimation des enfants adultérins ; 2<sup>o</sup> la proposition de loi de MM. Catalogne et Cicéron, tendant à modifier l'article 331 du Code civil ; 3<sup>o</sup> la proposition de loi de M. Maxime Lecomte ayant pour objet de modifier les articles 315 et 317 du Code civil ; 4<sup>o</sup> la proposition de loi de M. Reymonq, tendant à modifier les articles 63, 313 et 333 du Code civil, en ce qui concerne la légitimation des enfants naturels, n° 140 (p. 185).

6. Rapport supplémentaire de M. André Lebert sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier les articles 1075, 1076, 1077, 1078, 1079, 1080 et 1097 du Code civil, concernant les partages faits par les ascendants, n° 359 (p. 712).

7. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à ajouter un paragraphe à l'article 248 du Code civil (nécessité de signifier les arrêts de rejet de la Chambre des requêtes, en matière de divorce et de séparation de corps), n° 402 (p. 806).

CODE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE. — Rapport de M. Jean Morel sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modifications des Titres III et V du Livre I<sup>er</sup> du Code du travail et de la prévoyance sociale (salaire des ouvrières à domicile dans l'industrie du vêtement), n° 207 (p. 570).

#### COLONIES.

1. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de consentir à la colonie de la Réunion une avance de 550,000 francs remboursable sans intérêts, destinée à faire face aux dépenses nécessitées par les dégâts du cyclone du 4 mars 1913, et une subvention extraordinaire de 150,000 fr. au budget local pour venir en aide aux victimes du même cyclone, n° 21 (p. 20). — Rapport de M. Gervais, n° 141 (p. 186).

2. Congo français (Emprunt du). — Voy. EMPRUNTS, § 2.

3. Papeete (Port d'escale à). — Voy. CONVENTIONS ET TRAITÉS, § 4.

4. Afrique équatoriale française (Emprunt de l'). — Voy. EMPRUNTS, § 4.

5. Madagascar (Pensions de la garde indigène de). — Voy. PENSIONS, § 1.

6. (Administration des). — Voy. TRANSPORTS DE L'ADMINISTRATION DES COLONIES.

7. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'établissement de postes de télégraphie sans fil dans les établissements français d'Océanie et en Nouvelle-Calédonie, n° 265 (p. 611).

8. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'acquisition de la qualité de citoyen français par les sujets français non originaires de l'Algérie et les protégés français non originaires de la Tunisie et du Maroc, qui résident en France, en Algérie ou dans une colonie autre que leur pays d'origine, n° 285 (p. 611).

9. Rapport de M. Gervais sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés ayant pour objet d'autoriser la cession à l'« Œuvre du Roi Oscar II » des bâtiments et terrains provenant de l'ancienne batterie déclassée de Saint-Barthélemy (Guadeloupe), n° 356 (p. 712).

COMMERCE (Petit et moyen). — Voy. CRÉDIT AU PETIT ET AU MOYEN COMMERCE.

COMMERCEY. — Voy. CHEMINS DE FER § 14.

COMMISSION FINANCIÈRE DES AFFAIRES BALKANIQUES. — Voy. CRÉDITS (Affaires étrangères, § 3).

COMMISSION INTERNATIONALE DE DÉLIMITATION DE L'ALBANIE SEPTENTRIONALE. — Voy. CRÉDITS (Affaires étrangères, § 7).

COMMISSIONS DU SÉNAT. — Voy. ALGÉRIE, § 7.

COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT. — Communication du Gouvernement faite au Sénat par M. Aristide Briand, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, n° 473 (p. 841).

COMPTABLES PUBLICS. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à appliquer aux comptables publics les dispositions des lois relatives aux jours fériés, n° 382 (p. 724). — Rapport de M. Victor Lourties, n° 386 (p. 727).

CONGO FRANÇAIS. — Voy. EMPRUNTS, § 2.

CONGRÈS INTERNATIONAL DES CHAMBRES DE COMMERCE. — Voy. CRÉDITS (Commerce, Industrie, Postes et Télégraphes, § 2).

CONSEIL SUPÉRIEUR DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS. — Voy. SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS, § 1.

CONSEILLERS MUNICIPAUX (Election des). — Voy. ÉLECTIONS, §§ 4 et 6.

CONSEILS D'ARRONDISSEMENT.

1. Rapport de M. Pauliat sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à établir la publicité des séances des conseils d'arrondissement, n° 25 (p. 20).

2. (Election aux). — Voy. ÉLECTIONS, § 6.

CONSEILS DE PRUD'HOMMES.

1. Rapport de M. Paul Strauss, sur : 1° le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification des articles 5, 6 et 73 de la loi du 27 mars 1907 sur les Conseils de prud'hommes ; 2° le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de l'article 62 de la loi du 27 mars 1907, relative aux Conseils de prud'hommes ; 3° le projet de loi portant modification des articles 5, 8, 10, 12, 14, 15, 17, 18, 23, 24, 25, 29, 62 et 71 de la loi du 27 mars 1907, relative aux Conseils de prud'hommes, et suppression de l'article 63 de la même loi ; 4° la proposition de loi de M. Paul Strauss, tendant à modifier les articles 32, 33 et 34 de la loi du 27 mars 1907 sur les Conseils de prud'hommes ; 5° le projet de loi ayant pour objet de compléter l'article 62 de la loi du 27 mars 1907 concernant les Conseils de prud'hommes ; 6° le projet de loi ayant pour objet de modifier les articles 11, 14, 17 et 25, et de compléter l'article 10 de la loi du 27 mars 1907 concernant les Conseils de prud'hommes ; 7° la proposition de loi de M. Cachet, portant modification des articles 14 et 24 de la loi du 27 mars 1907 relative aux Conseils de prud'hommes, n° 100 (p. 162).

2. (Election aux). — Voy. ÉLECTIONS, § 6.

CONSEILS GÉNÉRAUX.

1. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à fixer au 18 mai l'ouverture de la première session ordinaire des conseils généraux pour l'année 1914, n° 189 (p. 250). — Rapport de M. Alexandre Bérard, n° 194 (p. 251).

2. (Election aux). — Voy. ÉLECTIONS, § 6.

CONTREXÉVILLE. — Voy. CHEMINS DE FER, § 10.

CONTRIBUTION DES ÉPOUX AUX CHARGES DU MÉNAGE. — Voy. SALAIRE DE LA FEMME MARIÉE.

CONTRIBUTIONS DIRECTES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1915, n° 424 (p. 834). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 426 (p. 811).

CONTROLE DE L'ENGAGEMENT DES DÉPENSES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant le renforcement du contrôle de l'engagement des dépenses, n° 243 (p. 607).

CONVENTIONS ET TRAITÉS.

1. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention conclue, le 4 octobre 1913, à Berne, entre la France et la Suisse, pour l'aménagement et le partage de la puissance hydraulique du Rhône, aux abords du pont de Chancy-Pougny, n° 38 (p. 49). — Rapport de M. Goy, n° 144 (p. 191).

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention douanière et de voisinage, signée le 10 avril 1912 entre la France et la principauté de Monaco, n° 39 (p. 49). — Rapport de M. Noël, n° 105 (p. 153).

3. Rapport de M. Faisans sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver une convention provisoire, passée avec la Compagnie des chemins de fer du Midi, pour la concession éventuelle de diverses lignes de chemins de fer d'intérêt général. — Voy. CHEMINS DE FER, § 3.

4. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver une convention relative à la concession de la construction et de l'exploitation d'un port d'escale avec dépôt de charbon à Papeete (Établissements français de l'Océanie), n° 86 (p. 104). — Rapport de M. Gervais, n° 185 (p. 250).

5. Rapport de M. Gabrielli sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'un arrangement relatif au mariage des indigents, signé le 4 août 1912 entre la France et l'Italie, n° 94 (p. 112).

6. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la

convention pour la protection de la propriété littéraire, artistique et scientifique, signée à Rio-de-Janeiro, le 13 décembre 1913, entre la France et les États-Unis du Brésil, n° 192 (p. 570). — Rapport de M. Gustave Rivet, n° 300 (p. 627).

7. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention conclue, au nom du Gouvernement de la République française, par le Commissaire-Résident général de la République française au Maroc avec la Compagnie générale espagnole d'Afrique, en vue de la concession du chemin de fer de Tanger à Fez, n° 237 (p. 603). — Rapport de M. Gustave Lhopiteau, n° 312 (p. 630). — Avis de la Commission des finances présenté par M. Lucien Hubert, n° 340 (p. 706).

8. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'approbation de la convention conclue entre la Caisse nationale d'épargne et la Ville de Paris, pour l'acquisition d'un terrain sur lequel sera édifié le bureau central de poste et de télégraphe du 9<sup>e</sup> arrondissement et pour la location à la Ville de Paris d'une partie de l'immeuble à construire, n° 298 (p. 626). — Rapport de M. Emile Dupont, n° 307 (p. 630).

9. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention, signée à Bruxelles le 29 décembre 1913, concernant l'établissement d'une statistique commerciale internationale, ainsi que du règlement d'organisation du bureau international de statistique commerciale et du protocole annexé à ces instruments, n° 408 (p. 807). — Rapport de M. Paul Doumer, n° 413 (p. 808).

#### CORDELET, sénateur de la Sarthe.

Rapport sur sa proposition de loi ayant pour objet de modifier et compléter la loi du 17 mars 1909 relative à la vente et au nantissement des fonds de commerce. — Voy. FONDS DE COMMERCE.

#### CORNET (Lucien), sénateur de l'Yonne.

1. Rapport sur la proposition de loi ayant pour objet de compléter la loi du 8 août 1913 relative au warrant hôtelier. — Voy. WARRANT HÔTELIER.

2. Proposition de loi ayant pour objet de réglementer le personnel des offices nationaux (Établissements publics). — Voy. OFFICES NATIONAUX.

CORPS DES INGÉNIEURS DU GÉNIE MARITIME. — Voy. ARMÉE, § 7.

CORRÈZE (Tramways de la). — Voy. CHEMINS DE FER, § 12.

CORRUPTION DANS LES OPÉRATIONS ÉLECTORALES. — Voy. ÉLECTIONS, § 3.

#### COUPES EXTRAORDINAIRES DANS LES BOIS DES COMMUNES.

— Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier, dans un but de décentralisation, les règles en vigueur pour l'assiette des coupes extraordinaires dans les bois des communes et établissements publics, n° 200 (p. 570). — Rapport de M. Jules Develle, n° 247 (p. 607).

#### COURS D'APPEL.

1. Rapport de M. Alexandre Bérard sur le projet de loi fixant la composition des cours d'appel et des tribunaux de première instance (art. 67, disjoint du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1914), n° 343 (p. 709).

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, modifiant la composition des cours d'appel et des tribunaux de première instance, n° 423 (p. 811). — Rapport de M. Guillaume Chastenet, n° 427 (p. 816).

3. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'assurer le fonctionnement des cours d'appel et des tribunaux de première instance pendant la durée de la guerre, n° 461 (p. 839). — Rapport de M. Léon Mougeot, n° 462 (p. 839).

COURS FORCÉ DES BILLETS DES BANQUES DE FRANCE ET DE L'ALGÉRIE. — Voy. BANQUES DE FRANCE ET DE L'ALGÉRIE.

#### COUYBA, sénateur de la Haute-Saône.

Rapport sur le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1914 (Monnaies et médailles. — Beaux-Arts). — Voy. BUDGET DE 1914, § 1.

CRÉDIT AU PETIT ET AU MOYEN COMMERCE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet l'organisation du crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et à la moyenne industrie, n° 193 (p. 254).

CRÉDIT AU TRAVAIL. — Voy. ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION.

#### CRÉDITS.

##### Affaires étrangères.

1. Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit extraordinaire à l'occasion des voyages de S. M. le roi de Grande-Bretagne et d'Irlande et de S. M. le roi de Danemark, n° 186 (p. 250). — Rapport par M. Paul Doumer, n° 210 (p. 251).

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit extraordinaire, à titre de secours, aux Français victimes des troubles du Mexique, n° 367 (p. 718). — Rapport de M. Paul Doumer, n° 380 (p. 720).

3. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit additionnel aux crédits provisoires pour les dépenses de la Commission financière des affaires balkaniques, n° 368 (p. 718). — Rapport de M. Paul Doumer, n° 405 (p. 807).

4. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères de crédits additionnels aux crédits provisoires, applicables au Sous-Secrétariat d'Etat des Affaires étrangères, n° 369 (p. 718). — Rapport de M. Paul Doumer, n° 379 (p. 720).

5. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit extraordinaire à l'occasion des voyages du Président de la République en Russie, en Suède, en Danemark et en Norvège, n° 370 (p. 718). — Rapport de M. Paul Doumer, n° 378 (p. 719).

6. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit additionnel aux crédits provisoires pour achat d'un hôtel diplomatique à Athènes, n° 383 (p. 725). — Rapport de M. Paul Doumer, n° 406 (p. 807).

7. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit spécial pour la délégation française à la Commission internationale de délimitation de l'Albanie septentrionale, n° 407 (p. 807). — Rapport de M. Paul Doumer, n° 414 (p. 808).

8. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit additionnel aux crédits provisoires pour dépenses afférentes aux œuvres scolaires françaises

à Tanger, n° 417 (p. 814). — Rapport de M. Paul Doumer, n° 421 (p. 811).

#### Agriculture.

1. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit extraordinaire de 8 millions de francs pour venir en aide aux agriculteurs victimes des intempéries, n° 65 (p. 78). — Rapport de M. Jules Develle, n° 350 (p. 711).

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'exercice 1914, un crédit de 500,000 fr. pour combattre l'invasion des campagnols, n° 224 (p. 605). — Rapport de M. Jules Develle, n° 230 (p. 257).

3. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Agriculture d'un crédit de 20,000 fr. pour les études relatives à l'achèvement du canal de Ventavon, n° 280 (p. 613).

4. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, sur l'exercice 1914, d'un crédit additionnel aux crédits provisoires, en vue de permettre le règlement des dépenses afférentes à l'expropriation de la forêt d'Eu, n° 362 (p. 761). — Rapport de M. Jules Develle, n° 372 (p. 719).

#### Commerce, Industrie, Postes et Télégraphes.

1. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes d'un crédit extraordinaire de 30,000 fr., en vue de la participation de la France à l'Exposition internationale d'horticulture de Saint-Pétersbourg en 1914, n° 234 (p. 606). — Rapport de M. Victor Lourties, n° 256 (p. 610).

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes d'un crédit extraordinaire de 100,000 fr. pour le congrès international de 1914 des chambres de commerce, n° 249 (p. 607). — Rapport de M. Victor Lourties, n° 278 (p. 612).

#### Divers ministères.

1. Rapport de M. Emile Aimond sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1913, pour une nouvelle répartition des Sous-Secrétariats d'Etat, n° 12 (p. 4).

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1913 au titre du budget général ; 2° l'ouverture

l'annulation de crédits sur l'exercice 1913 au titre des budgets annexes ; 3° l'ouverture de crédits au titre du compte spécial créé par la loi du 17 février 1898, n° 179 (p. 567). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 184 (p. 230).

3. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, sur l'exercice 1913, de crédits supplémentaires et extraordinaires concernant les opérations militaires au Maroc, n° 215 (p. 589). — Rapport de M. Milliès-Lacroix, n° 216 (p. 590).

4. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1913 au titre du budget général ; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1913, au titre des budgets annexes, n° 318 (p. 742). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 321 (p. 635).

5. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au report de crédits de l'exercice 1913 à l'exercice 1914 (art. 71 de la loi de finances du 27 février 1912), n° 319 (p. 742). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 322 (p. 635).

6. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant : 1° l'ouverture et l'annulation sur l'exercice 1914 de crédits provisoires, au titre du budget général et du budget annexe des Monnaies et Médailles ; 2° l'ouverture sur l'exercice 1914 de crédits gagés par des ressources spéciales, n° 404 (p. 807). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 416 (p. 810).

7. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant : 1° la régularisation de décrets au titre du budget général de l'exercice 1914 et des budgets annexes ; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1914 au titre du budget général ; 3° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1914 au titre des budgets annexes, n° 478 (p. 842).

#### Finances.

1. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses administratives de la Chambre des Députés pour l'exercice 1913, n° 137 (p. 182). — Rapport de M. de Selves, n° 153 (p. 196).

2. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant l'ouverture d'un crédit applicable aux dépenses administratives de la Chambre des Députés pour l'exercice 1914, n° 138 (p. 182). — Rapport de M. de Selves, n° 154 (p. 196).

3. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires pour l'exercice 1914, en vue de réduire la durée du travail dans les établissements industriels relevant du Ministère des Finances et du Ministère de la Guerre, n° 167 (p. 201). — Rapport de M. de Selves, n° 334 (p. 703).

4. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant l'ouverture d'un crédit applicable à l'indemnité des Députés pour l'exercice 1914, n° 310 (p. 630). — Rapport de M. de Selves, n° 333 (p. 703).

5. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'ouverture, au Ministre des Finances, de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'exercice 1914, pour l'aménagement de nouveaux ateliers dans les bâtiments de l'Imprimerie nationale, rue de la Convention, n° 363 (p. 715). — Rapport de M. Amic, n° 387 (p. 727).

6. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits pour le service des pensions civiles (Loi du 9 juin 1853), n° 430 (p. 834).

#### Guerre.

1. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit additionnel aux crédits provisoires de l'exercice 1914, pour la célébration, aux frais de l'Etat, des funérailles de M. le général Picquart, ancien Ministre de la Guerre, n° 8 (p. 3). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 9 (p. 3).

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit provisoire en vue du relèvement du prix moyen d'achat des animaux par le service des remotes, n° 16 (p. 15).

3. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant : 1° la régularisation de décrets au titre du budget de la Guerre et du budget annexe des Poudres et Salpêtres de l'exercice 1913 ; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits, sur l'exercice 1913, au titre du budget de la Guerre et du budget annexe des Poudres et Salpêtres, n° 97 (p. 112). — Rapport de M. Milliès-Lacroix, n° 99 (p. 115).

#### Instruction publique et Beaux-Arts.

1. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'allocation d'un crédit extraordinaire au théâtre national de l'Odéon, n° 87 (p. 104). — Rapport de M. Eugène Lintilhac, n° 218 (p. 252).

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'ouverture d'un crédit de 25,000 fr. au budget des Beaux-Arts pour couvrir les dépenses d'érection et d'inauguration d'une statue de Victor Hugo, offerte par le Gouvernement de la République aux États de Guernesey, n° 252 (p. 608). — Rapport de M. Eugène Lintilhac, n° 276 (p. 612).

#### Justice.

Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit additionnel aux crédits provisoires de l'exercice 1914 pour la création d'emplois au tribunal de première instance de la Seine, en vue de l'application de la loi du 22 juillet 1912 sur les tribunaux pour enfants et adolescents et la liberté surveillée, n° 52 (p. 72). — Rapport de M. Ferdinand-Dreyfus, n° 61 (p. 78).

#### Marine.

Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, sur l'exercice 1914, de crédits additionnels aux crédits provisoires, n° 393 (p. 728). — Rapport de M. Emile Chautemps, n° 410 (p. 808).

#### CRÉDITS PROVISOIRES.

1. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture, sur l'exercice 1914, des crédits provisoires applicables au mois de mars 1914; 2° autorisation de percevoir pendant le même mois les impôts et revenus publics, n° 63 (p. 78). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 67 (p. 82).

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture, sur l'exercice 1914, des crédits provisoires applicables au mois d'avril 1914; 2° autorisation de percevoir pendant le même mois les impôts et revenus publics, n° 187 (p. 250). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 214 (p. 588).

3. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture, sur l'exercice 1914, des crédits provisoires applicables aux mois de mai et de juin 1914; 2° autorisation de percevoir pendant les mêmes mois les impôts et revenus publics, n° 266 (p. 611). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 270 (p. 611).

4. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture, sur l'exercice 1914, des crédits provisoires applicables au mois de juillet 1914; 2° autorisation de percevoir pendant le même mois les impôts et revenus publics, n° 320 (p. 742). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 323 (p. 635).

5. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture, sur l'exercice 1915, des crédits provisoires applicables au premier semestre de 1915; 2° autorisation de percevoir pendant la même période les impôts et revenus publics, n° 477 (p. 842). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 480 (p. 842).

**CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES ET EXTRAORDINAIRES POUR LA DÉFENSE NATIONALE.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant la loi du 14 décembre 1879 sur les crédits supplémentaires et extraordinaires à ouvrir par décrets pour les besoins de la défense nationale, n° 467 (p. 840). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 468 (p. 840).

**CUISEAUX A SAINT-TRIVIER-DE-COURTES (Tramways de).** — Voy. CHEMINS DE FER, § 23.

**CUMUL DE LA SOLDE MILITAIRE AVEC LES TRAITEMENTS CIVILS.** — Voy. SOLDE MILITAIRE.

## D

#### DANIEL, sénateur de la Mayenne.

Rapport sommaire sur la proposition de loi de M. Lucien Cornet et plusieurs de ses collègues, tendant à reviser la loi du 20 juillet 1895 sur les Caisses d'épargne. — Voy. CAISSES D'ÉPARGNE, § 1.

#### DARBOT, sénateur de la Haute-Marne.

Proposition de loi tendant à compléter la loi du 1<sup>er</sup> août 1905 sur les fraudes et les falsifications de denrées alimentaires, en ce qui concerne la vente du lait et du vin. — Voy. FRAUDES.

#### DEBIERRE, sénateur du Nord.

1. Rapport sur le projet de loi relatif aux récompenses à décerner dans l'Ordre national de la Légion d'honneur à l'occasion de l'Exposition universelle et internationale de Gand en 1913. — Voy. EXPOSITIONS, § 3.

2. Rapport sur le projet de loi tendant à accorder un contingent spécial de décorations au titre civil au Maroc. — Voy. DÉCORATIONS, § 4.

**DECIZE A MOULINS-SUR-ALLIER (Chemin de fer de).** — Voy. CHEMINS DE FER, § 4.

#### DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT.

1. Déclaration lue au nom du Conseil des Ministres par M. Peytral, Ministre de l'Intérieur, n° 287 (p. 613).

2. Déclaration lue au nom du Conseil des Ministres par M. Bienvenu Martin, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, n° 291 (p. 617).

Voy. aussi COMMUNICATIONS DU GOUVERNEMENT.

#### DÉCORATIONS.

1. Rapport supplémentaire de M. Alexandre Bérard sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier les conditions exigées pour l'obtention de la médaille d'honneur des sapeurs-pompiers, n° 26 (p. 20).

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à accorder un contingent spécial de décorations pour les militaires des armées de terre et de mer opérant au Maroc, n° 121 (p. 179). — Rapport de M. Milliès-Lacroix, n° 253 (p. 608).

3. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à mettre à la disposition du Ministre des Affaires étrangères un contingent supplémentaire de récompenses nationales en faveur des Français résidant à l'étranger, n° 209 (p. 251).

4. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à accorder un contingent spécial de décorations au titre civil au Maroc, n° 225 (p. 605). — Rapport de M. Debierre, n° 277 (p. 612).

5. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à autoriser une promotion spéciale dans la Légion d'honneur, en faveur des collaborateurs du Ministère du Travail, n° 281 (p. 613).

**DÉCRETS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.** — Voy. OUVRAGES DE PLATINE, D'OR ET D'ARGENT; CHEMINS DE FER, § 22; ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 15; SESSIONS PARLEMENTAIRES.

**DÉFENSE DES COTES.** — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 13.

**DÉFENSE DES INCULPÉS.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier l'article 4 de la loi du 20 mai 1863 et d'assurer la défense des inculpés aux audiences de flagrants délits des tribunaux correctionnels, n° 158 (p. 197).

**DÉFENSE NATIONALE (Besoins de la).** — Voy. DÉPENSES NON RENOUVELABLES POUR LA DÉFENSE NATIONALE, §§ 1 et 2. — CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES ET EXTRAORDINAIRES POUR LA DÉFENSE NATIONALE. — RENTES 3 1/2 p. 100 AMORTISSABLES.

**DÉFRICHEMENTS DE FORÊTS.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier le délai de prescription de l'action publique en matière de défrichements, n° 24 (p. 20).

**DEFUMADE, sénateur de la Creuse.**

1. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver une convention passée avec la Compagnie des chemins de fer départementaux pour la concession, à titre éventuel, d'un chemin de fer d'intérêt général, à voie étroite, de Meyrueis à Millau ou à un point voisin de Millau, sur la ligne de Millau à Rodez. — Voy. CHEMINS DE FER, § 17.

2. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet de proroger le délai fixé pour les expropriations nécessaires à l'établissement du réseau des tramways de la Haute-Vienne. — Voy. CHEMINS DE FER, § 25.

**DELLESTABLE, sénateur de la Corrèze.**

1. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet de modifier les conditions de concession ou de rétrocession du chemin de fer d'intérêt local de Toulouse à Boulogne-sur-Gesse et du réseau départemental de tramways de la Haute-Garonne. — Voy. CHEMINS DE FER, § 7.

2. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver la convention relative au calcul du montant maximum des approvisionnements pour l'ensemble du réseau Paris-Lyon-Méditerranée. — Voy. CHEMINS DE FER, § 9.

3. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver une convention provisoire passée avec la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée pour la concession, à titre éventuel, d'une ligne de chemin de fer d'intérêt général de Châtelguyon à Combronde. — Voy. CHEMINS DE FER, § 8.

4. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver un avenant à la convention de concession du réseau des tramways de la Corrèze. — Voy. CHEMINS DE FER, § 12.

**DENIERS PUPILLAIRES.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 15 de SÉNATANNEXES. — SESSION EXTRA. DE 1914, T. 60.

la loi du 27 juin 1904, modifiée par la loi du 18 décembre 1906, sur la gestion des deniers pupillaires, n° 78 (p. 96).

**DENRÉES ALIMENTAIRES (Falsifications de).** — Voy. FRAUDES.

**DÉPENSES NON RENOUVELABLES POUR LA DÉFENSE NATIONALE.**

1. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant les Ministres de la Guerre et de la Marine à engager des dépenses non renouvelables en vue de pourvoir aux besoins de la défense nationale et déterminant les règles financières applicables auxdites dépenses, n° 191 (p. 569). — Rapport de M. Millès-Lacroix, n° 213 (p. 584).

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, autorisant les Ministres de la Guerre et de la Marine à engager des dépenses non renouvelables en vue de pourvoir aux besoins de la défense nationale et déterminant les règles financières applicables auxdites dépenses, n° 391 (p. 826). — Rapport de M. Millès-Lacroix, n° 396 (p. 728). — Avis de la Commission de l'Armée présenté par M. Charles Humbert, n° 397 (p. 732). — Avis de la Commission de la Marine présenté par M. Emile Chauteemps, n° 418 (p. 811).

**DÉPUTÉS (Election des).** — Voy. ELECTIONS, §§ 1, 4 et 6.

**DEVELLE (Jules), sénateur de la Meuse.**

1. Rapport sur le projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Agriculture, sur l'exercice 1914, un crédit de 500,000 francs pour combattre l'invasion des campagnols. — Voy. CRÉDITS (Agriculture, § 2).

2. Rapport sur le projet de loi tendant à modifier, dans un but de décentralisation, les règles en vigueur pour l'assiette des coupes extraordinaires dans les bois des communes et établissements publics. — Voy. COUPES EXTRAORDINAIRES DANS LES BOIS DES COMMUNES.

3. Rapport sur le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1914 (Agriculture). — Voy. BUDGET DE 1914, § 1.

4. Rapport sur le projet de loi portant ouverture d'un crédit extraordinaire de 8 millions de francs pour venir en aide aux agriculteurs, victimes des intempéries. — Voy. CRÉDITS (Agriculture, § 4).

5. Rapport sur le projet de loi portant ouverture sur l'exercice 1914 d'un crédit additionnel aux crédits provisoires, en vue de permettre le règlement des dépenses afférentes à l'expropriation de la forêt d'Eu. — Voy. CRÉDITS (Agriculture, § 4).

**DISPENSAIRES D'HYGIÈNE SOCIALE.** — Rapport de M. Paul Strauss sur la proposition de loi de M. Léon Bourgeois et plusieurs de ses collègues, tendant à instituer des dispensaires d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse, n° 377 (p. 835).

**DIVORCE.** — Voy. CODE CIVIL, §§ 1 et 7.

**DON A FROMELLES (Chemin de fer de).** — Voy. CHEMINS DE FER, § 2.

**DOUANES.**

1. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à frapper d'un droit de douane à l'entrée les bois contreplaqués, n° 68 (p. 82).

2. Rapport de M. Noël sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, étendant le régime de la loi du 19 juillet 1890 aux viandes de boucherie frigorifiées d'origine et de provenance tunisienne, n° 77 (p. 95).

3. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à accorder le bénéfice du régime de l'admission temporaire aux châssis d'automobiles d'origine étrangère destinés à recevoir une carrosserie française, n° 80 (p. 98).

4. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier le n° 112 du tarif général des douanes, en ce qui concerne les essences de néroli et de petitgrain, n° 165 (p. 201).

5. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au régime douanier des zones franches du pays de Gex et de la Haute-Savoie, n° 228 (p. 605).

**DOUMER (Paul), sénateur de la Corse.**

1. Rapport sur le projet de loi relatif à la construction de l'ambassade de France à Tokio. — Voy. AMBASSADE DE FRANCE A TOKIO.

2. Rapport et rapport supplémentaire sur le projet de loi portant modification à la loi du 21 mars 1905 sur le recrutement de l'armée et à la loi du 7 août 1913 modifiant les lois des cadres de l'infanterie, de la cavalerie, de l'artillerie et du génie, en ce qui concerne l'effectif des unités, et fixant les



conditions du recrutement de l'armée active et la durée du service dans l'armée active et ses réserves. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 5.

3. Rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit extraordinaire à l'occasion des voyages de S. M. le Roi de Grande-Bretagne et d'Irlande et de S. M. le Roi de Danemark. — Voy. CRÉDITS (Affaires étrangères, § 1).

4. Rapport sur le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1914 (Affaires étrangères). — Voy. BUDGET DE 1914, § 1.

5. Rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit extraordinaire à l'occasion des voyages du Président de la République en Russie, en Suède, en Danemark et en Norvège. — Voy. CRÉDITS (Affaires étrangères, § 5).

6. Rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères de crédits additionnels aux crédits provisoires, applicables au Sous-Secrétariat d'Etat des Affaires étrangères. — Voy. CRÉDITS (Affaires étrangères, § 4).

7. Rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit extraordinaire à titre de secours aux Français victimes des troubles du Mexique. — Voy. CRÉDITS (Affaires étrangères, § 2).

8. Rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit additionnel aux crédits provisoires pour les dépenses de la Commission financière des affaires balkaniques. — Voy. CRÉDITS (Affaires étrangères, § 3).

9. Rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministère des Affaires étrangères d'un crédit additionnel aux crédits provisoires pour achat d'un hôtel diplomatique à Athènes. — Voy. CRÉDITS (Affaires étrangères, § 6).

10. Rapport sur le projet de loi portant approbation de la convention, signée à Bruxelles le 29 décembre 1913, concernant l'établissement d'une statistique commerciale internationale, ainsi que du règlement d'organisation du bureau international de statistique commerciale et du protocole annexé à ces instruments. — Voy. CONVENTIONS ET TRAITÉS, § 9.

11. Rapport sur le projet de loi portant ouverture au ministre des Affaires étrangères d'un crédit spécial pour la délégation française à la Commission internationale

de délimitation de l'Albanie septentrionale. — Voy. CRÉDITS (Affaires étrangères, § 7).

12. Rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit additionnel aux crédits provisoires pour dépenses afférentes aux œuvres scolaires françaises à Tanger. — Voy. CRÉDITS (Affaires étrangères, § 8).

**DUBOST (Antonin), Président du Sénat.** — Voy. ALLOCUTIONS, §§ 2 et 3.

**DUPONT (Emile), sénateur de l'Oise.**

1. Rapport sur le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1914 (Postes et Télégraphes. — Caisse nationale d'épargne). — Voy. BUDGET DE 1914, § 1.

2. Rapport sur le projet de loi portant addition à l'article 65 de la loi de finances du 26 décembre 1908, relatif à l'exécution de services publics par les entrepreneurs de services réguliers de voitures automobiles subventionnés. — Voy. VOITURES AUTOMOBILES (Services subventionnés de).

3. Rapport sur le projet de loi relatif à l'approbation de la convention conclue entre la Caisse nationale d'épargne et la Ville de Paris pour l'acquisition d'un terrain sur lequel sera édifié le bureau central de poste et de télégraphe du 9<sup>e</sup> arrondissement, et pour la location à la Ville de Paris d'une partie de l'immeuble à construire. — Voy. CONVENTIONS ET TRAITÉS, § 8.

4. Rapport sur le projet de loi relatif à la construction d'un immeuble à Paris, rues Bergère et du Conservatoire, pour l'installation du bureau de poste et de télégraphe n° 48. — Voy. POSTES ET TÉLÉGRAPHES, § 2.

**DURÉE DU SERVICE MILITAIRE.** — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 5.

## E

**ÉCHÉANCES DES VALEURS NÉGOCIABLES.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant interprétation des lois des 27 janvier et 24 décembre 1910, relatives à la prorogation des échéances des valeurs négociables, n° 469 (p. 840). — Rapport de M. Jénouvrier, n° 470 (p. 840).

**ÉCHELLES DU LEVANT.** — Projet de loi modifiant l'article 67 de la loi du 28 mai 1836, relative à la poursuite et au jugement des contraventions, délits et crimes commis par des Français dans les Échelles du Le-

vant et de Barbarie, n° 95 (p. 112). — Rapport de M. Guillaume Poulle, n° 113 (p. 160).

**ÉCOLE LAIQUE (Défense de l').** — Voy. ÉCOLES PUBLIQUES OU PRIVÉES.

**ÉCOLE NATIONALE PROFESSIONNELLE A TARBES.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la création d'une école nationale professionnelle à Tarbes, n° 223 (p. 605). — Rapport de M. Victor Lourties, n° 317 (p. 693).

**ÉCOLE POLYTECHNIQUE (Age d'admission à l').** — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 8.

**ÉCOLES PRIMAIRES SPÉCIALES AUX INDIGÈNES DE L'ALGÉRIE.** — Voy. ALGÉRIE, § 5.

**ÉCOLES PRIMAIRES SUPÉRIEURES.** — Rapport de M. Vincent sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant les créations d'emplois de professeurs spéciaux dans les écoles primaires supérieures, n° 20 (p. 19).

**ÉCOLES PUBLIQUES OU PRIVÉES.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à assurer la fréquentation régulière des écoles publiques ou privées et la défense de l'école laïque, n° 22 (p. 20). — Rapport de M. Goy, n° 91 (p. 108).

## ÉLECTIONS.

1. Rapport de M. Jeanneney sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant modification aux lois organiques sur l'élection des députés, n° 49 (p. 66).

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier les articles 1<sup>er</sup>, 3, 4, 5, 9 et 11 de la loi du 29 juillet 1913, ayant pour objet d'assurer le secret et la liberté du vote, ainsi que la sincérité des opérations électorales, n° 88 (p. 104). — Rapport de M. Alexandre Bérard, n° 170 (p. 235).

3. Rapport de M. Henry Boucher sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des Députés, ayant pour objet de réprimer les actes de corruption dans les opérations électorales, n° 106 (p. 155).

4. Rapport sommaire de M. Vincent sur la proposition de loi de M. Maxime Lecomte,

relative aux élections des conseillers municipaux de Paris et des départements, des députés et des sénateurs, n° 156 (p. 197).

5. Projet de loi tendant à proroger les pouvoirs des sénateurs appartenant à la série B, n° 476 (p. 842). — Rapport de M. Alexandre Bérard, n° 479 (p. 842).

6. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant : 1° à ajourner les opérations de revision des listes électorales pour 1915; 2° à ajourner les élections législatives, départementales, communales et consulaires, n° 481 (p. 849). — Rapport de M. Alexandre Bérard, n° 486 (p. 849).

**ÉMISSION DES BANQUES DE FRANCE ET DE L'ALGÉRIE.** — Voy. BANQUES DE FRANCE ET DE L'ALGÉRIE.

**EMPLOYÉS COMMUNAUX.** — Voy. SECRÉTAIRES DE MAIRIE.

**EMPRUNTS.**

1. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant le protectorat du Maroc à contracter un emprunt de 170 millions 250,000 francs pour exécution de travaux publics et remboursement du passif maghzen, n° 32 (p. 37). — Rapport de M. Lucien Hubert, n° 42 (p. 49).

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de la loi du 12 juillet 1909 autorisant l'emprunt du Congo français, n° 53 (p. 72). — Rapport de M. Gervais, n° 116 (p. 162).

3. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier le taux d'intérêt maximum de l'emprunt que la Chambre de commerce de Brest est autorisée à contracter par la loi du 7 mars 1913, en vue de la construction d'un quai à grande profondeur à l'est du port de commerce de cette ville, n° 162 (p. 200). — Rapport de M. Victor Lourties, n° 221 (p. 257).

4. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant le Gouvernement général de l'Afrique équatoriale française à contracter un emprunt de 171 millions pour construction de chemins de fer et travaux d'aménagement et installations, n° 188 (p. 250). — Rapport de M. Gervais, n° 302 (p. 656).

**ENFANTS ADULTÉRINS (Légitimation des).** — Voy. CODE CIVIL, § 5.

**ENFANTS INFIRMES OU INCURABLES.** — Proposition de loi de M. Paul Strauss sur l'assistance aux enfants de

moins de seize ans infirmes ou incurables, n° 79 (p. 97).

**ENFANTS NATURELS.**

1. (Reconnaissance des).

Rapport sommaire de M. Lemarié sur la proposition de loi de M. Léon Mougeot, relative à la reconnaissance des enfants naturels par les ascendants de leur père ou de leur mère, n° 81 (p. 98).

2. (Légitimation des). — Voy. CODE CIVIL, § 5.

**ENGAGEMENT DES DÉPENSES.** — Voy. CONTRÔLE DE L'ENGAGEMENT DES DÉPENSES. — DÉPENSES NON RENOUVELABLES POUR LA DÉFENSE NATIONALE.

**ENSEIGNEMENT POPULAIRE POSITIVISTE (Société d').** — Voy. PÉTITIONS.

**ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL PUBLIC DE L'AGRICULTURE.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur l'organisation de l'enseignement professionnel public de l'agriculture, n° 122 (p. 179).

**ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.** — Rapport de M. Charles-Dupuy sur la proposition de loi de M. Maxime Lecomte et plusieurs de ses collègues, tendant à l'abrogation de la loi du 12 juillet 1875 sur l'enseignement supérieur, n° 148 (p. 538).

**ENSEIGNEMENT TECHNIQUE.** — Rapport de M. Astier sur la proposition de loi de M. Astier et d'un grand nombre de ses collègues, relative à l'organisation de l'enseignement technique industriel et commercial, n° 335 (p. 760).

**ÉPOUX PRÉCÉDEMMENT DIVORCÉS ET REMARIÉS ENSEMBLE.** — Voy. CODE CIVIL, § 1.

**ESSENCES DE NÉROLI ET DE PETIT-GRAIN.** — Voy. DOUANES, § 4.

**ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES OU INCOMMODES.** — 3<sup>e</sup> rapport supplémentaire de M. Emile Chautemps sur sa proposition de loi tendant à la revision de la législation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, n° 13 (p. 4).

**ÉTABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE PRIVÉS.** — Rapport de M. Ferdinand-Dreyfus sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la

surveillance des établissements de bienfaisance privés, n° 28 (p. 21).

**ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS DES FINANCES ET DE LA GUERRE.** — Voy. CRÉDITS (Finances, § 3).

**ÉTAT DE SIÈGE.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'état de siège, n° 455 (p. 838). — Rapport de M. Henry Chéron, n° 456 (p. 838).

**ÉTRANGERS.** — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 17. — FONCTIONS PUBLIQUES ET ÉLECTIVES.

**EU (Expropriation de la forêt d').** — Voy. CRÉDITS (Agriculture, § 4).

**EXPERTISES MÉDICO-LÉGALES.** — Rapport de M. Cazeneuve sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés ayant pour objet la réforme des expertises médico-légales, n° 308 (p. 683).

**EXPLOITATIONS FORESTIÈRES.** — Voy. ACCIDENTS DU TRAVAIL, § 1.

**EXPLOITATIONS RURALES.** — Voy. PETITES EXPLOITATIONS RURALES.

**EXPOSITIONS.**

1. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la participation de la France à l'Exposition internationale urbaine de Lyon, en 1914, n° 102 (p. 153). — Rapport de M. Victor Lourties, n° 146 (p. 192).

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la participation de la France à l'Exposition internationale des industries de la pêche maritime de Boulogne-sur-Mer, en 1914, n° 161 (p. 200). — Rapport de M. Victor Lourties, n° 173 (p. 237).

3. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux récompenses à décerner dans l'Ordre national de la Légion d'honneur à l'occasion de l'Exposition universelle et internationale de Gand, en 1913, n° 233 (p. 603). — Rapport de M. Debierre, n° 275.

4. Exposition internationale d'horticulture de Saint-Petersbourg. — Voy. CRÉDITS (Commerce, Industrie, Postes et Télégraphes, § 1).

5. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la participation de la France à l'Exposition universelle et inter-

nationale de San-Francisco, n° 373 (p. 719). — Rapport de M. Victor Lourties, n° 385 (p. 725).

**EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE.** — Rapport de M. Jeanneney sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de la loi du 3 mai 1844 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, n° 176 (p. 237).

## F

**FAISAN (Reproduction du).** — Proposition de loi de M. Léon Mougeot et plusieurs de ses collègues, portant modification à la loi du 3 mai 1844 en vue de faciliter la reproduction du faisan, n° 294 (p. 625). — Rapport de M. Paul Le Roux, n° 331 (p. 703).

**FAISANS, sénateur des Basses-Pyrénées.**

1. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver une convention provisoire, passée avec la Compagnie des chemins de fer du Midi, pour la concession éventuelle de diverses lignes de chemins de fer d'intérêt général. — Voy. CHEMINS DE FER, § 3.

2. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver un avenant passé entre le département des Bouches-du-Rhône et la Compagnie des chemins de fer de la Camargue pour la modification des conditions d'exploitation du réseau de chemins de fer d'intérêt local concédé à ladite Compagnie par la loi du 25 juin 1889. — Voy. CHEMINS DE FER, § 6.

3. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet : 1° d'autoriser le prolongement, avec construction d'un pont sur la Bidassoa, du chemin de fer espagnol de Saint-Sébastien à la frontière française jusque dans la gare française d'Hendaye (réseau du Midi : ligne de Bayonne à Irun); 2° d'approuver la convention passée, le 3 octobre 1913, entre la Compagnie du chemin de fer de Saint-Sébastien à la frontière française et celle du Midi pour l'établissement et l'exploitation dudit prolongement. — Voy. CHEMINS DE FER, § 16.

4. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet de proroger, en ce qui concerne la partie du tramway de Cuiseaux (Saône-et-Loire) à Saint-Trivier-de-Courtes (Ain), com-

prise entre le point kilométrique 11 kil. 700 et le terminus à Saint-Trivier-de-Courtes (point 11 kil. 986), le délai fixé pour l'accomplissement des expropriations nécessaires à l'établissement de ce tramway. — Voy. CHEMINS DE FER, § 21.

5. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement d'un réseau de voies ferrées d'intérêt local dans les départements du Tarn et de la Haute-Garonne et d'autoriser la Compagnie des chemins de fer du Midi à accorder une garantie d'intérêt à l'entreprise. — Voy. CHEMINS DE FER, § 23.

**FALSIFICATIONS DE DENRÉES ALIMENTAIRES.** — Voy. FRAUDES DE DENRÉES ALIMENTAIRES.

**FAMILLES NÉCESSITEUSES.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à accorder, pendant la durée de la guerre, des allocations aux familles nécessiteuses dont le soutien serait appelé ou rappelé sous les drapeaux, n° 465 (p. 839). — Rapport de M. Millières-Lacroix, n° 466 (p. 839).

**FAMILLES NOMBREUSES.**

1. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au logement des familles nombreuses et à la création de jardins ouvriers pour lesdites familles, n° 4 (p. 1). — Rapport de M. Paul Strauss, n° 147 (p. 193).

2. Proposition de loi de M. Henry Chéron, relative à l'insaisissabilité du mobilier des familles nombreuses, n° 10 (p. 3). — Rapport sommaire de M. Guilloteaux, n° 232 (p. 605).

3. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de compléter les articles 2 et 6 de la loi du 14 juillet 1913 relative à l'assistance aux familles nombreuses, n° 338 (p. 706).

**FEMME MARIÉE.** — Voy. SALAIRE DE LA FEMME MARIÉE.

**FEMMES COMMERÇANTES.** — Proposition de loi de M. Louis Martin, tendant à rendre les femmes commerçantes éligibles aux tribunaux et chambres de commerce n° 326 (p. 635).

**FEMMES EN COUCHES.**

1. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à compléter la loi du 17 juin 1913 sur l'assistance aux femmes en couches par une disposition donnant com-

pétence aux conseils de préfecture pour statuer sur les contestations relatives au domicile de secours soulevées à l'occasion de l'application de cette loi, n° 3 (p. 1). — Rapport de M. Paul Strauss, n° 381 (p. 720).

2. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier la loi du 17 juin 1913 sur les femmes en couches, n° 123 (p. 179).

3. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de dispenser du timbre les actes faits en exécution de la loi du 17 juin 1913 sur l'assistance aux femmes en couches, n° 286 (p. 613). — Rapport de M. de Selves, n° 330 (p. 703).

**FENOUX, sénateur du Finistère.**

Rapport sur le projet de loi ayant pour objet de déclasser une section du tramway de La Lacelle à Trun et de réduire le capital de premier établissement ainsi que la subvention de l'État concernant cette ligne. — Voy. CHEMINS DE FER, § 13.

**FERDINAND-DREYFUS, sénateur de Seine-et-Oise.**

1. Rapport sur le projet de loi relatif à la surveillance des établissements de bienfaisance privés. — Voy. ÉTABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE PRIVÉS.

2. Rapport sur le projet de loi portant ouverture d'un crédit additionnel aux crédits provisoires de l'exercice 1914 pour la création d'emplois au tribunal de première instance de la Seine, en vue de l'application de la loi du 22 juillet 1912 sur les tribunaux pour enfants et adolescents et la liberté surveillée. — Voy. CRÉDITS (Justice).

3. Rapport sur le projet de loi relatif aux caisses des écoles. — Voy. CAISSE DES ÉCOLES.

4. Rapport sur le projet de loi portant modification à la loi du 29 juillet 1893 sur l'admission des associations d'ouvriers français aux marchés de travaux et de fournitures à passer pour le compte des communes. — Voy. ASSOCIATIONS D'OUVRIERS FRANÇAIS.

5. Rapport sur le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1914 (Travail et prévoyance sociale). — Voy. BUDGET DE 1914, § 1.

6. Rapport sur le projet de loi portant création d'un livret d'assurances sociales et modification de la législation de la caisse nationale d'assurance en cas de décès. — Voy. LIVRET D'ASSURANCE SOCIALE.

**FERME DES JEUX.** — Voy. JEUX, § 1.

**FÊTE NATIONALE DU 14 JUILLET** (Affiches concernant la). — Rapport de M. de Selves sur les propositions de loi, adoptées par la Chambre des Députés, tendant à exonérer du droit de timbre les affiches concernant la fête nationale du 14 juillet, n° 5 (p. 1).

**FEZ (Chemins de fer de Tanger à).** — Voy. CONVENTIONS ET TRAITÉS, § 7.

**FLANDIN (Étienne), sénateur de l'Inde.**

1. Rapport sur le projet de loi tendant à proroger l'application de la loi du 24 décembre 1904, qui a maintenu aux administrateurs des communes mixtes de l'Algérie en territoire civil, le droit de répression, par voie disciplinaire, des infractions spéciales à l'indigénat. — Voy. ALGÉRIE, § 4.

2. Rapport sur le projet de loi réglant le régime de l'indigénat en Algérie. — Voy. ALGÉRIE, § 2.

**FONCTIONS PUBLIQUES ET ÉLECTIVES.** — Proposition de loi de M. Jénouvrier, tendant à réglementer l'accès aux fonctions publiques et électives des étrangers naturalisés et des descendants d'étrangers, n° 475 (p. 841).

**FONDS DE COMMERCE.** — Rapport de M. Cordelet sur sa proposition de loi ayant pour objet de modifier et compléter la loi du 17 mars 1909, relative à la vente et au nantissement des fonds de commerce, n° 336 (p. 742).

**FONDS DE SUBVENTION.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements (exercice 1915), n° 403 (p. 807). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 412 (p. 833).

**FRANÇAIS RÉSIDANT À L'ÉTRANGER.** — Voy. DÉCORATIONS, § 3.

**FRAUDES DE DENRÉES ALIMENTAIRES.** — Proposition de loi de M. Darbot, tendant à compléter la loi du 1<sup>er</sup> août 1905 sur les fraudes et les falsifications de denrées alimentaires, en ce qui concerne la vente du lait et du vin, n° 43 (p. 62).

**FUNÉRAILLES DE M. LE GÉNÉRAL PICQUART.** — Voy. CRÉDITS (Guerre, § 1.)

## G

**GABRIELLI, sénateur de la Corse.**

Rapport sur le projet de loi portant approbation d'un arrangement relatif au mariage des indigents, signé le 4 août 1912 entre la France et l'Italie. — Voy. CONVENTIONS ET TRAITÉS, § 5.

**GAND (Exposition de).** — Voy. EXPOSITIONS, § 3.

**GARDE INDIGÈNE DE MADAGASCAR.** — Voy. PENSIONS, § 1.

**GARONNE (Voies ferrées de la Haute-).** — Voy. CHEMINS DE FER, § 23.

**GENET, sénateur de la Charente-Inférieure.**

1. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet l'amélioration et l'extension du port de la Rochelle-Pallice. — Voy. PORTS MARITIMES, § 2.

2. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet l'intégration du corps des armuriers de la marine dans le corps des équipages de la flotte. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 10.

**GÉRARD (Albert), sénateur des Ardennes.**

Rapport sur le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1914 (Travaux publics et Conventions). — Voy. BUDGET DE 1914, § 1.

**GERVAIS, sénateur de la Seine.**

1. Proposition de loi sur l'avancement des officiers. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 1.

2. Rapport sur le projet de loi relatif à la médaille coloniale, sans agrafe, pour les militaires, indigènes exceptés, qui comptent dix ans au moins de services effectifs pour les hommes de troupe et quinze ans pour les officiers. — Voy. MÉDAILLE COLONIALE.

3. Rapport sur le projet de loi portant modification de la loi du 12 juillet 1909 autorisant l'emprunt du Congo français. — Voy. EMPRUNTS, § 2.

4. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet de consentir à la colonie de la Réunion une avance de 550,000 fr. remboursable

ble sans intérêts, destinée à faire face aux dépenses nécessitées par les dégâts du cyclone du 4 mars 1913, et une subvention extraordinaire de 150,000 fr. au budget local pour venir en aide aux victimes du même cyclone. — Voy. COLONIES, § 1.

5. Rapport sur le projet de loi relatif à la constitution des cadres et effectifs des différentes armes (infanterie, cavalerie, artillerie, génie, secrétaires d'état-major et du recrutement). — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 6.

6. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver une convention relative à la concession de la construction et de l'exploitation d'un port d'escale avec dépôt de charbon à Papeete (Établissements français de l'Océanie). — Voy. CONVENTIONS ET TRAITÉS, § 4.

7. Rapport sur la proposition de loi tendant à donner l'« assimilation », pour les pensions militaires, aux inspecteurs et gardes principaux de la garde indigène de Madagascar. — Voy. PENSIONS, § 1.

8. Rapport sur le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1914 (Colonies. — Chemin de fer et port de la Réunion). — Voy. BUDGET DE 1914, § 1.

9. Rapport sur le projet de loi autorisant le Gouvernement général de l'Afrique équatoriale française à contracter un emprunt de 171 millions pour construction de chemins de fer et travaux d'aménagement et installations. — Voy. EMPRUNTS, § 4.

10. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'autoriser la cession à l'« OEuvre du roi Oscar II » des bâtiments et terrains provenant de l'ancienne batterie déclassée de Saint-Barthélemy (Guadeloupe). — Voy. COLONIES, § 8.

11. Rapport sur le projet de loi relatif à l'admission des Alsaciens-Lorrains dans l'armée française. — Voy. ALSACIENS-LORRAINS, § 1.

12. Rapport sur le projet de loi relatif à la nomination au grade de sous-lieutenant des élèves des écoles polytechnique et spéciale militaire entrés à ces écoles en 1913 sous le régime de la loi du 7 août 1913. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 19.

13. Rapport sur le projet de loi relatif à la nomination immédiate au grade de sous-lieutenant des aspirants-élèves aux Ecoles polytechnique et spéciale militaire entrés à ces écoles en 1913. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 20.

14. Rapport sur le projet de loi portant prorogation du privilège des banques colo-

niales et des statuts desdites banques. — Voy. BANQUES COLONIALES, § 1.

**GEX (Zones franches du pays de).** — Voy. DOUANES, § 5.

**GIRARD (Théodore), sénateur des Deux-Sèvres.**

Rapport sur le projet de loi portant modification de la loi du 5 avril 1910-27 février 1912 sur les retraites ouvrières et paysannes. — Voy. RETRAITES OUVRIÈRES ET PAYSANNES, § 1.

**GOIRAND (Léopold), sénateur des Deux-Sèvres.**

1. Rapport sur le projet de loi tendant à abroger les paragraphes 3, 5, 6, 7, 8 et 9 de l'article 13 de la loi du 20 juillet 1886 relative à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse (art. 113 disjoint du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1913). — Voy. CAISSE NATIONALE DES RETRAITES POUR LA VIEILLESSE.

2. Proposition de loi sur la perception des amendes en matière de contraventions. — Voy. AMENDES.

**GOUZY (Paul), sénateur du Tarn.**

Rapport sur le projet de loi relatif à l'incorporation, en temps de guerre, des hommes de troupe et des officiers de l'armée territoriale dans l'armée active, et réciproquement. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 18.

**GOY, sénateur de la Haute-Savoie.**

1. Rapport sur le projet de loi tendant à assurer la fréquentation régulière des écoles publiques ou privées et la défense de l'école laïque. — Voy. ECOLES PUBLIQUES OU PRIVÉES.

2. Rapport sur le projet de loi portant approbation de la convention conclue, le 4 octobre 1913, à Berne, entre la France et la Suisse, pour l'aménagement et le partage de la puissance hydraulique du Rhône, aux abords du pont de Chaney-Pougny. — Voy. CONVENTIONS ET TRAITÉS, § 1.

3. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet : 1° de classer comme voie ferrée d'intérêt local le tramway d'Annemasse à Samoëns et embranchements (Haute-Savoie); 2° de déclarer d'utilité publique, d'une part, les travaux de modification et d'électrification à exécuter sur ladite ligne et ses embranchements; d'autre part, l'établissement de deux voies ferrées d'intérêt local de Sa-

moëns à Sixt et du Pont-de-Fillinges à Habère-Poche. — Voy. CHEMINS DE FER, § 18.

4. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans les départements de la Haute-Savoie et de l'Ain, d'un nouveau réseau de voies ferrées d'intérêt local. — Voy. CHEMINS DE FER, § 24.

**GRIGNAN (Tramway de Taulignan à).** — Voy. CHEMINS DE FER, § 5.

**GUÉRIN (Eugène), sénateur de Vaucluse.**

1. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet de proroger le délai fixé pour les expropriations nécessaires à l'établissement du chemin de fer d'intérêt local de Bourbourg à Drincham (Nord). — Voy. CHEMINS DE FER, § 1.

2. 4° rapport supplémentaire sur : 1° la proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 331 du Code civil et tendant à la légitimation des enfants adultérins; 2° la proposition de loi tendant à modifier l'article 331 du Code civil; 3° la proposition de loi ayant pour objet de modifier les articles 315 et 317 du Code civil; 4° la proposition de loi tendant à modifier les articles 63, 313 et 333 du Code civil, en ce qui concerne la légitimation des enfants naturels. — Voy. CODE CIVIL, § 5.

**GUILLOTÉAUX, Sénateur du Morbihan.**

Rapport sommaire sur la proposition de loi relative à l'insaisissabilité du mobilier des familles nombreuses. — Voy. FAMILLES NOMBREUSES, § 2.

## H

**HABITATIONS A BON MARCHÉ.** — Voy. SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES D'HABITATIONS A BON MARCHÉ.

**HALLES CENTRALES DE PARIS.** — Voy. REPOS HEBDOMADAIRE.

**HAUTE-GARONNE (Tramway de la).** — Voy. CHEMINS DE FER, § 7.

**HAUTE-ISÈRE (Périmètre complémentaire de la).** — Voy. TERRAINS EN MONTAGNE, § 3.

**HAUTE-SAVOIE (Zones franches de la).** — Voy. DOUANES, § 5.

**HENRI MICHEL, sénateur des Basses-Alpes.**

1. Rapport sur le projet de loi relatif au régime des jeux. — Voy. JEUX, § 2.

2. Rapport sur la proposition de loi de MM. Henri Michel et Masceraud, relative à l'apprentissage. — Voy. APPRENTISSAGE.

**HENRY BÉRENGER, sénateur de la Guadeloupe.**

1. Rapport sur la proposition de résolution de M. Ernest Monis et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'examiner s'il y a lieu de constituer une Commission de 18 membres, élue au scrutin de liste, chargée d'étudier les réformes que comporterait la situation de l'Algérie. — Voy. ALGÉRIE, § 7.

2. Rapport sur le projet de loi tendant à réprimer les indiscretions de la presse en temps de guerre. — Voy. PRESSE.

**HERBORISTES.** — Voy. SAGES-FEMMES.

**HERVEY, sénateur de l'Eure.**

Rapport sur la proposition de loi tendant à modifier la loi du 29 juin 1894 et à créer une Caisse nationale de retraites des ouvriers mineurs, miniers et ardoisiers. — Voy. CAISSE NATIONALE DE RETRAITES DES OUVRIERS MINEURS.

**HONDSCHOOTE A BRAY-DUNES (Chemin de fer de).** — Voy. CHEMINS DE FER, § 2.

**HOPITAL MARITIME DE LORIENT.** — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 14.

**HUBERT (Lucien), sénateur des Ardennes.**

1. Rapport sur le projet de loi autorisant le Gouvernement du Protectorat du Maroc à contracter un emprunt de 170,250,000 fr. pour exécution de travaux publics et remboursement du passif maghzen. — Voy. EMPRUNTS, § 1.

2. Rapport sur le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1914 (Protectorats). — Voy. BUDGET DE 1914, § 1.

3. Avis présenté, au nom de la Commission des finances, sur le projet de loi portant approbation de la convention conclue au nom du Gouvernement de la République française, par le Commissaire-Résident général de la République française au Maroc avec la Compagnie générale du Maroc et la Compagnie générale espagnole d'Afrique, en vue de la concession du chemin de

fer de Tanger à Fez. — Voy. CONVENTIONS ET TRAITÉS, § 7.

**HUGUET, sénateur du Pas-de-Calais.** — Voy. ALLOCUTIONS, § 1.

**HUMBERT (Charles), sénateur de la Meuse.**

1. Rapport sur le projet de loi portant déclasserement de la batterie de Saint-Érasme à Bastia. — Voy. BATTERIE DE SAINT-ÉRASME.

2. Avis présenté, au nom de la Commission de l'armée, sur le projet de loi autorisant les Ministres de la Guerre et de la Marine à engager des dépenses non renouvelables en vue de pourvoir aux besoins de la défense nationale et déterminant les règles financières applicables auxdites dépenses. — Voy. DÉPENSES NON RENOUVELABLES POUR LA DÉFENSE NATIONALE, § 2.

**HYPOTHÈQUE MARITIME.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, complétant les dispositions de la loi du 10 juillet 1885 sur l'hypothèque maritime, n° 201 (p. 570). — Rapport de M. Jénouvrier, n° 267 (p. 611).

## I

### IMPOT GÉNÉRAL SUR LES REVENUS.

1. Annexe au rapport de M. Emile Aimond sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant suppression des contributions directes et établissement d'un impôt général sur les revenus et d'un impôt complémentaire sur l'ensemble du revenu, n° 438 (annexe), année 1913 (p. 851).

2. Rapport supplémentaire de M. Emile Aimond sur le projet de loi ci-dessus, nos 89 (p. 104) et 98 (p. 112).

3. Avis de la Commission de l'impôt sur le revenu, présenté par M. Emile Aimond, sur les articles 7 à 28 du projet de loi de finances de l'exercice 1914, adoptés par la Chambre des Députés et relatifs à l'impôt sur le revenu, n° 313 (p. 632).

4. Rapport supplémentaire de M. Emile Aimond sur le projet de loi portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1914 (art. 7 à 28 de la loi de finances relatifs à l'impôt sur le revenu). — Voy. BUDGET DE 1914, § 3.

### IMPRIMERIE NATIONALE.

1. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le Ministre des Finances à entreprendre les travaux nécessaires à l'achèvement de l'imprimerie nationale et au transfert dans les nouveaux bâtiments de la rue de la Convention, n° 246 (p. 607).

2. (Crédits pour l'aménagement de l'). — Voy. CRÉDITS (Finances, § 5).

**INCULPÉS.** — Voy. DÉFENSE DES INCULPÉS.

**INDIGÉNAT EN ALGÉRIE.** — Voy. ALGÉRIE, §§ 2 et 4.

**INDIGENTS (Mariage des).** — Voy. CONVENTIONS ET TRAITÉS, § 5.

**INDIVIDUS EXPULSÉS DES PLACES FORTES.** — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 16.

**INDUSTRIE (Petite et moyenne).** — Voy. CRÉDIT AU PETIT ET AU MOYEN COMMERCE.

**INDUSTRIE DU VÊTEMENT.** — Voy. CODE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE.

**INGÉNIEURS DE L'ARTILLERIE NAVALE.** — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 11.

**INGÉNIEURS DU GÉNIE MARITIME.** — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 7.

**INGÉNIEURS MILITAIRES DES POUDRES.** — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 3.

**INSAISSABILITÉ DU MOBILIER.** — Voy. FAMILLES NOMBREUSES, § 2.

### INSCRITS MARITIMES.

1. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à admettre les inscrits maritimes, dont les demi-soldes ont été liquidés dans la période comprise entre le 14 juillet 1908 et le 14 juin 1910, à réclamer la liquidation du supplément pour service à l'Etat, en raison du temps passé en congé renouvelable, n° 248 (p. 607). — Rapport de M. Jénouvrier, n° 311 (p. 692).

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, réglant la situation des inscrits maritimes français embarqués sur les navires monégasques, n° 358 (p. 712).

**INSPECTEURS DE LA GARDE INDIGÈNE DE MADAGASCAR.** — Voy. PENSIONS, § 1.

### INSTITUTEURS ET INSTITUTRICES.

1. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier les articles 27 et 31 de la loi du 30 octobre 1886, et concernant la nomination et la révocation des instituteurs et des institutrices titulaires, n° 44 (p. 65).

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les promotions de la 2<sup>e</sup> à la 1<sup>re</sup> classe pour le personnel des instituteurs et institutrices primaires de France et d'Algérie, n° 375 (p. 719). — Rapport de M. Eugène Lintilhac, n° 389 (p. 760).

**INSTRUMENTS DE MUSIQUE MÉCANIQUES.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant abrogation de la loi du 16 mai 1866 sur la fabrication et la vente des instruments de musique mécaniques, n° 56 (p. 76).

**INVALIDES DE LA MARINE.** — Voy. CAISSE DES INVALIDES DE LA MARINE.

**ITALIE.** — Voy. CONVENTIONS ET TRAITÉS, § 5.

## J

**JARDINS OUVRIERS (Création de).** — Voy. FAMILLES NOMBREUSES, § 1.

**JEANNENEY, sénateur de la Haute-Saône.**

1. Rapport sur le projet de loi portant modification aux lois organiques sur l'élection des députés. — Voy. ÉLECTIONS, § 1.

2. Rapport sur le projet de loi portant modification de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. — Voy. EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE.

3. Proposition de loi relative au classement des préfectures et des sous-préfectures. — Voy. BUDGET DE 1914, § 9.

**JÉNOUVRIER, sénateur d'Ille-et-Vilaine.**

1. Rapport sur le projet de loi complétant les dispositions de la loi du 10 juillet 1885 sur l'hypothèque maritime. — Voy. HYPOTHÈQUE MARITIME.

2. Rapport sur le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1914 (Marine marchande. — Caisse des invalides de la marine). — Voy. BUDGET DE 1914, § 1.

3. Rapport sur la proposition de loi tendant à admettre les inscrits maritimes dont les demi-soldes ont été liquidées dans la période comprise entre le 14 juillet 1908 et le 14 juin 1910, à réclamer la liquidation du supplément pour service à l'État en, raison du temps passé en congé renouvelable. — Voy. INSCRITS MARITIMES, § 1.

4. Rapport sur le projet de loi relatif aux altérations ou suppositions de noms sur les produits naturels et fabriqués, et à la protection des appellations d'origine. — Voy. APPELLATIONS D'ORIGINE.

5. Avis présenté, au nom de la Commission des finances, sur la proposition de loi tendant à modifier les articles 2 et 11 de la loi du 14 juillet 1908 concernant les pensions sur la Caisse des invalides de la marine. — Voy. CAISSE DES INVALIDES DE LA MARINE, § 2.

6. Rapport sur le projet de loi portant interprétation des lois des 27 janvier et 24 décembre 1910, relatives à la prorogation des échéances des valeurs négociables. — Voy. ÉCHÉANCE DES VALEURS NÉGOCIABLES.

7. Proposition de loi tendant à régler l'accès aux fonctions publiques et électives des étrangers naturalisés et des descendants d'étrangers. — Voy. FONCTIONS PUBLIQUES ET ÉLECTIVES.

## JEUX.

1. Rapport sommaire de M. Léon Monnier sur la proposition de loi de M. Gaudin de Villaine sur le monopole et la ferme des jeux, n° 114 (p. 160).

2. Rapport de M. Henri Michel sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au régime des jeux, n° 174 (p. 650).

## JUGES SUPPLÉANTS.

1. Rapport de M. Alexandre Bérard sur le projet de loi tendant à admettre au droit à pension les juges suppléants de carrière recrutés antérieurement au décret du 13 février 1908 (art. 69 disjoint du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1914), n° 346 (p. 710).

2. (Traitement annuel des). — Voy. BUDGET DE 1914, § 10.

3. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, tendant à admettre au droit à pension les juges suppléants de carrière recrutés antérieurement au décret du 13 février 1908, n° 392 (p. 828). — Rapport de M. Alexandre Bérard, n° 409 (p. 807).

## L

### LA BATUT (de), sénateur de la Dordogne.

Rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à attribuer à l'autorité militaire le droit de pourvoir, par voie de réquisition, au logement et à la subsistance des individus expulsés des places fortes comme bouches inutiles. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 16.

LAIT (Vente du). — Voy. FRAUDES DE DENRÉES ALIMENTAIRES.

LA LACELLE A TRUN (Tramway de). — Voy. CHEMINS DE FER, § 13.

### LANGENHAGEN (de), sénateur de Meurthe-et-Moselle.

Rapport sur le projet de loi relatif à la création d'un corps d'ingénieurs militaires et de corps d'agents et de sous-agents militaires des poudres. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 3.

LA ROCHELLE-PALLICE (Port de). — Voy. PORTS MARITIMES, § 2.

LA SEYNE (Commune de). — Voy. POLICE D'ÉTAT.

### LEBERT (André), sénateur de la Sarthe.

1. Rapport sur la proposition de loi tendant à modifier les articles 1075, 1076, 1077, 1078, 1079, 1080 et 1097 du Code civil concernant les partages faits par les ascendants. — Voy. CODE CIVIL, § 6.

2. Rapport sur le projet de loi tendant à attribuer à l'autorité militaire le droit de pourvoir, par voie de réquisition, au logement et à la subsistance des personnes étrangères évacuées sur certaines régions de l'intérieur. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 17.

## LÉGION D'HONNEUR.

1. (Exposition de Gand). — Voy. EXPOSITIONS, § 3.

2. (Ministère du Travail). — Voy. DÉCORATIONS, § 5.

### LEMARIÉ, sénateur d'Ille-et-Vilaine.

1. Rapport sommaire sur la proposition de loi de M. Léon Mougeot, relative à la reconnaissance des enfants naturels par les ascendants de leur père ou de leur mère. — Voy. ENFANTS NATURELS, § 1.

2. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet : 1° de déclarer d'utilité publique les travaux à exécuter pour la modification du tracé, entre Saint-Just et Redon, du tramway de Bréal à Redon, faisant partie du réseau déclaré d'utilité publique par décret du 1<sup>er</sup> septembre 1906, et pour l'établissement d'un embranchement destiné au service des marchandises jusqu'au bassin à flot de Redon; 2° d'approuver l'avenant passé entre le département d'Ille-et-Vilaine et la Compagnie des tramways à vapeur d'Ille-et-Vilaine; 3° d'élever le maximum du capital de premier établissement afférent à la ligne de Bréal à Redon et à l'ensemble du réseau; 4° de prolonger le délai d'expropriation des terrains à occuper par ladite ligne. — Voy. CHEMINS DE FER, § 15.

### LE ROUX (Paul), sénateur de la Vendée.

Rapport sur la proposition de loi de M. Léon Mougeot et plusieurs de ses collègues, portant modification à la loi du 3 mai 1844 en vue de faciliter la reproduction du faisan. — Voy. FAISAN (Reproduction du).

LEVANT (Échelles du). — Voy. ÉCHELLES DU LEVANT.

### LHOPITEAU (Gustave), sénateur d'Eure-et-Loir.

1. Rapport sur le projet de loi relatif aux retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways. — Voy. RETRAITES DES AGENTS DES CHEMINS DE FER.

2. Rapport sur le projet de loi portant approbation de la convention conclue, au nom du Gouvernement de la République française, par le Commissaire-Résident général de la République française au Maroc avec la Compagnie française du Maroc et la Compagnie générale espagnole d'Afrique, en vue de la concession du chemin de fer de Tanger à Fez. — Voy. CONVENTIONS ET TRAITÉS, § 7.

**LIBERTÉ DU VOTE.** — Voy. ÉLECTIONS, § 2.

**LINTILHAC (Eugène), sénateur du Cantal.**

1. Avis présenté au nom de la Commission des Finances sur le projet de loi relatif aux caisses des écoles. — Voy. CAISSE DES ÉCOLES.

2. Rapport sur le projet de loi relatif à l'allocation d'un crédit extraordinaire au théâtre de l'Odéon. — Voy. CRÉDITS (Instruction publique et Beaux-Arts, § 1).

3. Rapport sur le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1914 (Instruction publique). — Voy. BUDGET DE 1914, § 1.

4. Rapport sur le projet de loi relatif à l'ouverture d'un crédit de 25,000 francs au budget des Beaux-Arts pour couvrir les dépenses d'érection et d'inauguration d'une statue de Victor Hugo, offerte par le Gouvernement de la République aux Etats de Guernesey. — Voy. CRÉDITS (Instruction publique et Beaux-Arts, § 2).

5. Rapport sur le projet de loi concernant les promotions de la 2<sup>e</sup> à la 1<sup>re</sup> classe pour le personnel des instituteurs et institutrices primaires de France et d'Algérie. — Voy. INSTITUTEURS ET INSTITUTRICES, § 2.

**LISTES ÉLECTORALES (Revision des).** — Voy. ÉLECTIONS, § 6.

**LIVRET D'ASSURANCES SOCIALES.** — Rapport de M. Ferdinand-Dreyfus sur le projet de loi portant création d'un livret d'assurances sociales et modification de la législation de la Caisse nationale d'assurance en cas de décès, n° 352 (p. 817).

**LOGEMENT DES FAMILLES NOMBREUSES.** — Voy. FAMILLES NOMBREUSES, § 1.

**LOI MUNICIPALE DU 5 AVRIL 1884.** — Proposition de loi, adoptée par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des Députés, portant modification des articles 106, 107, 108 et 109 de la loi municipale du 5 avril 1884, n° 11 (p. 4). — Rapport de M. Tournon, n° 127 (p. 179).

**LOIRE (Périmètre de la).** — Voy. TERRAINS EN MONTAGNE, § 4.

**LOT-ET-GARONNE (Réseau de tramways de).** — Voy. CHEMINS DE FER, § 19.

SÉNAT ANNEXES. — SESSION EXTR. DE 1914, T. 60.

**LOUAGE DE SERVICES.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur les obligations imposées aux patrons qui louent les services de mineurs de moins de treize ans, n° 15 (p. 15).

**LOURTIES (Victor), sénateur des Landes.**

1. Rapport sur le projet de loi établissant une incompatibilité entre les fonctions de membre du Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels et celles de directeur ou d'administrateur d'une société créant au profit d'une catégorie de ses membres des avantages particuliers. — Voy. SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS, § 1.

2. Rapport sur le projet de loi relatif à la participation de la France à l'Exposition internationale urbaine de Lyon, en 1914. — Voy. EXPOSITIONS, § 1.

3. Rapport sur le projet de loi relatif à la participation de la France à l'Exposition internationale des industries de la pêche maritime de Boulogne-sur-Mer, en 1914. — Voy. EXPOSITIONS, § 2.

4. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet de modifier le taux d'intérêt maximum de l'emprunt que la Chambre de commerce de Brest est autorisée à contracter par la loi du 7 mars 1913, en vue de la construction d'un quai à grande profondeur à l'est du port de commerce de cette ville. — Voy. EMPRUNTS, § 3.

5. Rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes d'un crédit extraordinaire de 30,000 francs, en vue de la participation de la France à l'Exposition internationale d'horticulture de Saint-Petersbourg, en 1914. — Voy. CRÉDITS (Commerce, Industrie, Postes et Télégraphes, § 1).

6. Rapport sur le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1914 (Commerce et Industrie. — Ecole centrale). — Voy. BUDGET DE 1914, § 1.

7. Rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes d'un crédit extraordinaire de 100,000 francs pour le congrès international de 1914 des chambres de commerce. — Voy. CRÉDITS (Commerce, Industrie, Postes et Télégraphes, § 2).

8. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet la création d'une école nationale professionnelle à Tarbes. — Voy. ÉCOLE NATIONALE PROFESSIONNELLE A TARBES.

9. Rapport sur le projet de loi relatif à la participation de la France à l'Exposition universelle et internationale de San-Francisco. — Voy. EXPOSITIONS, § 5.

10. Rapport sur la proposition de loi tendant à appliquer aux comptables publics les dispositions des lois relatives aux jours fériés. — Voy. COMPTABLES PUBLICS.

**LYON.** — Voy. EXPOSITIONS, § 1.

## M

**MADAGASCAR (Garde indigène de).** — Voy. PENSIONS, § 1.

**MAGISTRATS.** — Proposition de loi de M. Louis Martin tendant à réorganiser le recrutement et l'avancement des magistrats, n° 259 (p. 835).

**MARCHÉS DE TRAVAUX ET FOURNITURES POUR LE COMPTE DES COMMUNES.** — Voy. ASSOCIATIONS D'OUVRIERS FRANÇAIS.

**MARIAGE DES INDIGENTS.** — Voy. CONVENTIONS ET TRAITÉS, § 5.

**MARIAGE ENTRE BEAUX-FRÈRES ET BELLES-SŒURS.** — Voy. CODE CIVIL, § 3.

**MAROC.**

1. Gouvernement du protectorat. — Voy. EMPRUNTS, § 1.

2. Décorations militaires. — Voy. DÉCORATIONS, § 2.

3. Dépenses pour les opérations militaires. — Voy. CRÉDITS (Divers ministères, § 3). — RENTES 3 1/2 p. 100 AMORTISSABLES. — BUDGET DE 1914, §§ 4 ET 5.

4. Décorations civiles. — Voy. DÉCORATIONS, § 4.

5. Chemin de fer de Tanger à Fez. — Voy. CONVENTIONS ET TRAITÉS, § 7.

**MARTIN (Louis), sénateur du Var.**

1. Proposition de loi tendant à abroger le dernier paragraphe de l'article 295 du Code civil qui interdit le divorce aux époux précédemment divorcés et remariés ensemble. — Voy. CODE CIVIL, § 1.

2. Proposition de loi tendant à réorganiser le recrutement et l'avancement des magistrats. — Voy. MAGISTRATS.



3. Proposition de loi tendant à donner des garanties de stabilité aux secrétaires de mairie et autres employés communaux. — Voy. SECRÉTAIRES DE MAIRIE.

4. Proposition de loi tendant à créer le vote familial. — Voy. VOTE FAMILIAL.

5. Proposition de loi tendant à rendre les femmes commerçantes éligibles aux tribunaux et chambres de commerce. — Voy. FEMMES COMMERCANTES.

**MATIÈRES GRASSES.** — Voy. BEURRE DE CACAO.

**MAUBEUGE.** — Voy. REDOUTE DU THIEUL.

**MÉDAILLE COLONIALE.** — Rapport de M. Gervais sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, relatif à la médaille coloniale, sans agrafe, pour les militaires, indigènes exceptés, qui comptent dix ans au moins de services effectifs pour les hommes de troupe, et quinze ans pour les officiers, n° 112 (p. 159).

**MÉDECINS MILITAIRES (Veuves et orphelins des).** — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 2.

**MESSAGE.** — Message de M. Raymond Poincaré, Président de la République française, n° 438 (p. 835).

**MESSAGERIES MARITIMES (Compagnie des).** — Voy. TRANSPORTS DE L'ADMINISTRATION DES COLONIES.

**MEXIQUE (Français victimes des troubles du).** — Voy. CRÉDITS (Affaires étrangères, § 2).

**MEYRUEIS A MILLAU (Chemin de fer de).** — Voy. CHEMINS DE FER, § 17.

**MIDI (Compagnie des chemins de fer du).** — Voy. CHEMINS DE FER, § 3.

**MILLIÈS-LACROIX, sénateur des Landes.**

1. Avis présenté, au nom de la Commission des finances, sur le projet de loi relatif à la création d'un corps d'ingénieurs militaires et de corps d'agents et de sous-agents militaires des poudres. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 3.

2. Rapport sur le projet de loi concernant : 1° la régularisation de décrets au

titre du budget de la Guerre et du budget annexe des Poudres et Salpêtres de l'exercice 1913; 2° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1913 au titre du budget de la Guerre et du budget annexe des Poudres et Salpêtres. — Voy. CRÉDITS (Guerre, § 3).

3. Avis présenté, au nom de la Commission des finances, sur le projet de loi relatif à la constitution des cadres et effectifs des différentes armes (infanterie, cavalerie, artillerie, génie, secrétaires d'état-major et du recrutement). — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 6.

4. Avis présenté, au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant modification à la loi du 21 mars 1905 sur le recrutement de l'armée et à la loi du 7 août 1913 modifiant les lois des cadres de l'infanterie, de la cavalerie, de l'artillerie et du génie, en ce qui concerne l'effectif des unités, et fixant les conditions du recrutement de l'armée active et la durée du service dans l'armée active et ses réserves. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 5.

5. Rapports sur le projet de loi autorisant les Ministres de la Guerre et de la Marine à engager des dépenses non renouvelables en vue de pourvoir aux besoins de la défense nationale et déterminant les règles financières applicables auxdites dépenses. — Voy. DÉPENSES NON RENOUVELABLES POUR LA DÉFENSE NATIONALE, §§ 1 et 2.

6. Rapport sur le projet de loi portant ouverture, sur l'exercice 1913, de crédits supplémentaires et extraordinaires concernant les opérations militaires au Maroc. — Voy. CRÉDITS (Divers ministères, § 3).

7. Rapport sur le projet de loi tendant à accorder un contingent spécial de décorations pour les militaires des armées de terre et de mer opérant au Maroc. — Voy. DÉCORATIONS, § 2.

8. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet de compléter la loi du 11 juillet 1889 et l'article 85 de la loi de finances du 13 juillet 1911 par la création d'un tarif de pension correspondant aux emplois d'adjudant chef et d'aspirant. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 9.

9. Rapports sur le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1914 (Guerre. — Poudres et Salpêtres). — Voy. BUDGET DE 1914, § 1.

10. Rapport supplémentaire sur le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1914 (Occupation militaire du Maroc. Compte spécial; articles 22 bis et

22 ter de la loi de finances, articles 63 et 64 du projet de loi adopté par la Chambre des Députés). — Voy. BUDGET DE 1914, § 4.

11. 2<sup>e</sup> rapport supplémentaire sur le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1914 (article 22 ter de la loi de finances; article 64 du projet adopté par la Chambre des Députés. — Etat G, Occupation militaire du Maroc). — Voy. BUDGET DE 1914, § 5.

12. Avis présenté, au nom de la Commission des finances, sur le projet de loi portant modifications et additions aux lois du 29 mars 1912 et du 4 juillet 1913, concernant l'aéronautique militaire. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 12.

13. Rapport sur le projet de loi relatif au cumul de la solde militaire avec les traitements civils dans le cas de mobilisation. — Voy. SOLDE MILITAIRE.

14. Rapport sur le projet de loi tendant à accorder, pendant la durée de la guerre, des allocations aux familles nécessiteuses dont le soutien serait appelé ou rappelé sous les drapeaux. — Voy. FAMILLES NÉCESSITEUSES.

**MINES DE SEL.** — Rapport sommaire de M. Vincent sur la proposition de loi de M. Gustave Perreau, tendant à modifier la loi du 17 juin 1840 réglementant les concessions de mines de sel aux particuliers pour remédier à la surproduction du sel de consommation et arrêter la concession de nouvelles mines de sel dans l'Est de la France, n° 76 (p. 95).

**MINEURS DE MOINS DE TREIZE ANS.** — Voy. LOUAGE DE SERVICES.

**MINISTÈRE DU TRAVAIL.** — Voy. DÉCORATIONS, § 5.

**MOBILIER DES FAMILLES NOMBREUSES.** — Voy. FAMILLES NOMBREUSES, § 2.

**MOBILISATION.** — Voy. SOLDE MILITAIRE.

**MONACO (Principauté de).** — Voy. CONVENTIONS ET TRAITÉS, § 2.

**MONIS (Ernest), sénateur de la Gironde.**

Rapport sur le projet de loi ayant pour objet la création au Verdon d'un avant-port en eau profonde, annexe du port de Bordeaux. — Voy. PORTS MARITIMES, § 3.

**MONNIER (Léon)**, sénateur de l'Eure.

Rapport sommaire sur la proposition de loi de M. Gaudin de Villaine sur le monopole et la ferme des jeux. — Voy. JEUX, § 1.

**MONOPOLE DES JEUX.** — Voy. JEUX, § 1.

**MONUMENTS HISTORIQUES.** — Voy. CAISSE DES MONUMENTS HISTORIQUES.

**MOREL (Jean)**, sénateur de la Loire.

Rapport sur le projet de loi portant modification des Titres III et V du Livre 1<sup>er</sup> du Code du travail et de la prévoyance sociale (Salaire des ouvrières à domicile dans l'industrie du vêtement). — Voy. CODE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE.

**MOSTAGANEM (Tribunal de 1<sup>re</sup> instance de).** — Voy. ALGÉRIE, § 6.

**MOUGEOT (Léon)**, sénateur de la Haute-Marne.

1. Proposition de loi portant modification à la loi du 3 mai 1844 en vue de faciliter la reproduction du faisan. — Voy. FAISAN.

2. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'assurer le fonctionnement des cours d'appel et des tribunaux de première instance pendant la durée de la guerre. — Voy. COURS D'APPEL, § 3.

3. Rapport sur le projet de loi relatif à la suppléance des officiers publics et ministériels en cas de guerre. — Voy. OFFICIERS PUBLICS ET MINISTÉRIELS.

**MURAT**, sénateur de l'Ardèche.

Rapport sur le projet de loi relatif à l'amnistie pour les insoumis et les déserteurs de l'armée de terre et de l'armée de mer. — Voy. AMNISTIE.

**MUTATIONS CADASTRALES.** — Voy. PROPRIÉTÉ IMMOBILIÈRE.

## N

**NANTISSEMENT DES FONDS DE COMMERCE.** — Voy. FONDS DE COMMERCE.

**NEUFCHATEAU.** — Voy. CHEMINS DE FER, § 10.

**NÉROLI (Essence de).** — Voy. DOUANES, § 4.

**NOEL**, sénateur de l'Oise.

1. Rapport sur le projet de loi étendant le régime de la loi du 19 juillet 1890 aux viandes de boucherie frigorifiées d'origine et de provenance tunisiennes. — Voy. DOUANES, § 2.

2. Rapport sur le projet de loi portant approbation de la convention douanière et de voisinage, signée le 10 avril 1912 entre la France et la Principauté de Monaco. — Voy. CONVENTIONS ET TRAITÉS, § 2.

**NOUVELLE-CALÉDONIE (Établissements français de).** — Voy. COLONIES, § 5.

## O

**OBLIGATIONS DES CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'emploi du reliquat non employé du crédit accordé pour les frais d'émission des obligations créées pour les besoins des chemins de fer de l'Etat, n° 30 (p. 37). — Rapport de M. de Selves, n° 155 (p. 196).

**OBLIGATIONS ÉMISES PAR LES SOCIÉTÉS.** — Voy. SOCIÉTÉS, § 1.

**OCÉANIE (Établissements français d').** — Voy. COLONIES, § 5.

**ODÉON (Théâtre de l').** — Voy. CRÉDITS (Instruction publique et Beaux-Arts, § 1).

**ŒUVRES SCOLAIRES FRANÇAISES A TANGER.** — Voy. CRÉDITS (Affaires étrangères, § 8).

**OFFICE DES MONUMENTS ANCIENS D'INTÉRÊT RÉGIONAL OU LOCAL.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant création au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts d'un Office des monuments anciens d'intérêt régional ou local, non classés en vertu des lois des 30 mars 1887 et 31 décembre 1913, n° 268 (p. 611).

**OFFICES NATIONAUX.** — Proposition de loi de M. Lucien Cornet, ayant pour objet de réglementer le personnel des offices nationaux (Établissements publics); n° 339 (p. 706).

**OFFICIERS (Avancement des).** — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 4.

**OFFICIERS DE RÉSERVE DE L'ARMÉE DE MER.** — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 4.

**OFFICIERS PUBLICS ET MINISTÉRIELS.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la suppléance des officiers publics et ministériels en cas de guerre, n° 463 (p. 839). — Rapport de M. Léon Mougeot, n° 464 (p. 839).

**OPÉRATIONS ÉLECTORALES.** — Voy. ÉLECTIONS, §§ 2 et 3.

**OPPOSITIONS.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à réduire à cinq années l'effet des oppositions pratiquées entre les mains des comptables des départements, communes et autres établissements publics, n° 55 (p. 76).

**ORDINAIRE (Maurice)**, sénateur du Doubs.

Rapport sur la proposition de loi autorisant le Ministre des Affaires étrangères à offrir au Gouvernement espagnol le chanfrein de l'armure de Philippe II. — Voy. CHANFREIN DE L'ARMURE DE PHILIPPE II.

**ORPHELINS DES MÉDECINS MILITAIRES.** — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 2.

**OUVRAGES DE PLATINE, D'OR ET D'ARGENT.**

1. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de dispenser du poinçonnement et du paiement du droit de garantie les ouvrages de platine, d'or et d'argent adjugés dans les ventes publiques et destinés à être exportés, n° 31 (p. 37). — Rapport de M. de Selves, n° 93 (p. 111).

2. Décret du Président de la République portant retrait du projet de loi ci-dessus, n° 327 (p. 694).

**OUVRIÈRES A DOMICILE.** — Voy. CODE DE TRAVAIL ET DE PRÉVOYANCE SOCIALE.

**OUVRIERS FRANÇAIS (Associations d').** — Voy. ASSOCIATIONS D'OUVRIERS FRANÇAIS.

**OUVRIERS MINEURS, MINIERS ET ARDOISIERS.** — Voy. CAISSE NATIONALE DE RETRAITES DES OUVRIERS MINEURS.

## P

**PAPEETE.** — Voy. CONVENTIONS ET TRAITÉS, § 4.

**PARIS (Ville de).**

1. Taxes d'octroi sur les poissons de mer. — Voy. POISSONS DE MER.

2. Convention avec la Caisse nationale d'épargne. — Voy. CONVENTIONS ET TRAITÉS, § 8.

**PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE (Compagnie des chemins de fer).** — Voy. CHEMINS DE FER, § 9.

**PARTAGES FAITS PAR LES ASCENDANTS.** — Voy. CODE CIVIL, § 6.

**PARTS DE FONDATEURS.** — Voy. SOCIÉTÉS, § 1.

**PATERNITÉ (Reconnaissance judiciaire de la).** — Voy. CODE CIVIL, § 2.

**PATRONS (Obligations des).** — Voy. LOUAGE DE SERVICES.

**PAU A SAULT-DE-NAVAILLES (Chemin de fer de).** — Voy. CHEMINS DE FER, § 11.

**PAULIAT, sénateur du Cher.**

Rapport sur la proposition de loi tendant à établir la publicité des séances des conseils d'arrondissement. — Voy. CONSEILS D'ARRONDISSEMENT, § 1.

**PÊCHE.** — Rapport sommaire de M. Surreaux sur la proposition de loi de M. Genoux relative à la pêche, n° 212 (p. 252).

### PENSIONS.

1. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à donner l'« assimilation », pour les pensions militaires, aux inspecteurs et gardes principaux de la garde indigène de Madagascar, n° 101 (p. 153). — Rapport de M. Gervais, n° 222 (p. 639).

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la liquidation des pensions des agents et préposés du service actif des douanes et de l'administration des eaux et forêts, n° 103 (p. 153). — Rapport de M. de Selves, n° 288 (p. 613).

3. (Des adjudants-chefs et aspirants). — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 9.

4. (Des invalides de la marine). — Voy. CAISSE DES INVALIDES DE LA MARINE.

5. (Des juges suppléants). — Voy. BUDGET DE 1914, § 8. — JUGES SUPPLÉANTS, §§ 1 et 3.

6. (Civiles). — Voy. CRÉDITS (Finances, § 6).

**PERREAU (Gustave), sénateur de la Charente-Inférieure.**

Rapport sur la pétition n° 7 de la Société d'enseignement populaire positiviste, à Paris. — Voy. PÉTITIONS.

**PETITES EXPLOITATIONS RURALES.** — Rapport de M. Paul Strauss sur la proposition de loi de M. Jules Méline, concernant les petites exploitations rurales (Amendement n° 1 à la proposition de loi de MM. Ribot, Jules Méline, Léon Bourgeois et Paul Strauss, relative aux avances des sociétés de crédit immobilier pour l'acquisition de la petite propriété, n° 58 (p. 76).

**PETIT-GRAIN (Essence de).** — Voy. DOUANES, § 4.

**PÉTITIONS.** — Rapport de M. Gustave Perreau sur la pétition n° 7 de la Société d'enseignement populaire positiviste, à Paris, n° 46 (p. 65).

**PICQUART (général).** — Voy. CRÉDITS (Guerre, § 1).

**PLACEMENT DES TITRES DE CAPITALISATION.** — Voy. TITRES DE CAPITALISATION.

**POINÇONNEMENTS, voy. OUVRAGES DE PLATINE D'OR ET D'ARGENT.**

**POISSONS DE MER.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à supprimer les taxes d'octroi de la Ville de Paris pour certaines catégories de poissons de mer, n° 282 (p. 613).

**POLICE D'ÉTAT.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à instituer la police d'Etat dans les communes de Toulon et de la Seyne, n° 269 (p. 611). — Rapport de M. Alexandre Bérard, n° 349 (p. 711).

**PONT-DE-FILLINGES A HABÈRE-POCHE (Voies ferrées de).** — Voy. CHEMINS DE FER, § 18.]

**PORTS ET VOIES NAVIGABLES (Achèvement des).** — Rapport de M. Audiffred sur sa proposition de loi relative à l'achèvement des ports et des voies navigables, n° 388 (p. 819).

### PORTS MARITIMES.

1. (Port d'escale à Papeete). — Voy. CONVENTIONS ET TRAITÉS, § 4.

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'amélioration et l'extension du port de la Rochelle-Pallice, n° 204 (p. 570). — Rapport de M. Genet, n° 211 (p. 252).

3. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la création au Verdon d'un avant-port en eau profonde, annexe du port de Bordeaux, n° 205 (p. 570). — Rapport de M. Ernest Monis, n° 219 (p. 253).

4. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la création d'un avant-port et d'un arrière-port à Bougie et la concession à la Chambre de commerce de cette ville d'une partie des terre-pleins dudit port, n° 411 (p. 808). — Rapport de M. Audiffred, n° 415 (p. 809).

### POSTES ET TÉLÉGRAPHES.

1. Convention entre la Caisse nationale d'épargne et la Ville de Paris. — Voy. CONVENTIONS ET TRAITÉS, § 8.

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la construction d'un immeuble à Paris, rues Bergère et du Conservatoire, pour l'installation du bureau de poste et de télégraphe n° 48, n° 299 (p. 627). — Rapport de M. Emile Dupont, n° 324 (p. 635).

**POUDRES ET SALPÊTRES.** — Voy. CRÉDITS (Guerre, § 3).

**POULLE (Guillaume), sénateur de la Vienne.**

1. Rapport sur le projet de loi sur le recel. — Voy. RECEL.

2. Rapport sur la proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 162 du Code civil, en ce qui concerne le mariage entre beaux-frères et belles-sœurs. — Voy. CODE CIVIL, § 3.

3. Rapport sur le projet de loi modifiant l'article 67 de la loi du 28 mai 1836, relative à la poursuite et au jugement des contraventions, délits et crimes commis par des Français dans les Echelles du Levant et de Barbarie. — Voy. ÉCHELLES DU LEVANT.

4. Rapport sur : 1° le projet de résolution portant règlement définitif : 1° du compte des recettes et des dépenses du Sénat pour l'exercice 1913 ; 2° du compte des recettes et des dépenses de la caisse des retraites des anciens sénateurs et de celle des employés du Sénat pour 1913 ; 2° le projet de résolution portant : 1° fixation du budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1915 ; 2° évaluations des recettes et des dépenses de la Caisse des retraites des anciens sénateurs et de celle des employés du Sénat. — Voy. BUDGET DU SÉNAT.

**PRÉFECTURES (Classement des).** — Voy. BUDGET DE 1914, § 9.

**PRESSE.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à réprimer les indiscretions de la presse en temps de guerre, n° 447 (p. 836). — Rapport de M. Henry Bérenger, n° 448 (p. 836).

**PRESTATION (Suppression de la).** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à la suppression de la prestation, n° 45 (p. 65).

**PRÊTS AUX SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES D'HABITATIONS A BON MARCHÉ.** — Voy. SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES D'HABITATIONS A BON MARCHÉ.

**PRODUITS NATURELS ET FABRIQUÉS.** — Voy. APPELLATIONS D'ORIGINE.

**PROFESSEURS SPÉCIAUX DANS LES ÉCOLES PRIMAIRES SUPÉRIEURES.** — Voy. ÉCOLES PRIMAIRES SUPÉRIEURES.

**PROPRIÉTÉ IMMOBILIÈRE.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au relevé des actes translatifs ou attributifs de propriété immobilière pour le service des mutations cadastrales, n° 262 (p. 610).

**PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ARTISTIQUE ET SCIENTIFIQUE.** — Voy. CONVENTIONS ET TRAITÉS, § 6.

**PROROGATION DES ÉCHÉANCES.** — Voy. ÉCHÉANCES DES VALEURS NÉGOCIABLES.

**PROTÉGÉS FRANÇAIS AUX COLONIES.** — Voy. COLONIES, § 7.

**PRUD'HOMMES (Conseil de).** — Voy. CONSEILS DE PRUD'HOMMES.

**PUISSANCE HYDRAULIQUE DU RHONE (Partage de la).** — Voy. CONVENTIONS ET TRAITÉS, § 1.

**PUSSEMANGE.** — Voy. CHEMINS DE FER, § 22.

**PYRÉNÉES-ORIENTALES (Chemins de fer d'intérêt local des).** — Voy. CHEMINS DE FER, § 21.

## Q

**QUINTUPLE DROIT.** — Voy. SPIRITUEUX.

## R

**RATIER (Antony), sénateur de l'Indre.**

Proposition de loi portant modification des articles 1, 2 et 4 de la loi du 22 novembre 1913 sur les Sociétés. — Voy. SOCIÉTÉS, § 3.

**RECEL.** — Rapport de M. Guillaume Pouille sur le projet de loi sur le recel, n° 14 (p. 11).

**RECONNAISSANCE DES ENFANTS NATURELS.** — Voy. ENFANTS NATURELS, § 1.

**RECONNAISSANCE JUDICIAIRE DE LA PATERNITÉ.** — Voy. CODE CIVIL, § 2.

**RECRUTEMENT DE L'ARMÉE.** — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, §§ 5, 14.

**RECRUTEMENT DES MAGISTRATS.** — Voy. MAGISTRATS.

**REDOUTE DU TILLEUL, A MAUBEUGE.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant déclassement de la redoute du Tilleul, à Maubeuge, n° 71 (p. 82).

**RÉGIME DES JEUX.** — Voy. JEUX, § 2.

**RENTES 3 1/2 P. 100 AMORTISSABLES.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'émission de rentes 3 1/2 p. 100 amortissables en vue de subvenir aux dépenses extraordinaires de la défense nationale et

aux dépenses d'occupation au Maroc, n° 295 (p. 626). — Rapport de M. Emile Aimond, n° 296 (p. 626).

**REPOS HEBDOMADAIRE AUX HALLES CENTRALES.** — Rapport de M. Henry Chéron sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant le repos hebdomadaire aux Halles centrales de Paris, n° 159 (p. 197).

**RÉQUISITION MILITAIRE.** — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, §§ 16 et 17.

**RÉSEAU PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE (Approvisionnements du).** — Voy. CHEMINS DE FER, § 9.

**RÉSERVE DE L'ARMÉE DE MER.** — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 4.

**RESPONSABILITÉS DES ACCIDENTS DU TRAVAIL.** — Voy. ACCIDENTS DU TRAVAIL.

**RETRAITES.**

1. (Des ouvriers mineurs). — Voy. CAISSE NATIONALE DE RETRAITES DES OUVRIERS MINEURS.

2. (Pour la vieillesse). — Voy. CAISSE NATIONALE DES RETRAITES POUR LA VIEILLESSE.

**RETRAITES DES AGENTS DES CHEMINS DE FER.** — Rapport de M. Gustave Lhopiteau sur le projet de loi relatif aux retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways, n° 304 (p. 639).

**RETRAITES OUVRIÈRES ET PAYSANNES.**

1. Rapport de M. Théodore Girard sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de la loi du 5 avril 1910-27 février 1912 sur les retraites ouvrières et paysannes, n° 142 (p. 186).

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'accorder, en cas de décès de leur mari, une bonification aux femmes d'assurés inscrites en vertu du paragraphe 5 de l'article 36 de la loi sur les retraites ouvrières et paysannes, n° 150 (p. 196).

**RÉUNION (Colonie de La).** — Voy. COLONIES, § 1.

**REVENUS (Impôt général sur les).** — Voy. IMPÔT GÉNÉRAL SUR LES REVENUS.

**REYMOND (Émile), sénateur de la Loire.**

1. Rapport sur le projet de loi portant modifications et additions aux lois du 29 mars 1912 et du 4 juillet 1913, concernant l'aéronautique militaire. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 12.

2. Rapport relatant les circonstances dans lesquelles M. le sénateur Emile Reymond, médecin-major de 1<sup>re</sup> classe de réserve, pilote-aviateur de la première armée, a trouvé une mort glorieuse le 21 octobre 1914, transmis à M. le Président du Sénat par M. le Ministre de la Guerre, n° 474 (p. 841).

**RHONE (Puissance hydraulique du).** — Voy. CONVENTIONS ET TRAITÉS, § 1.

**RIOTTEAU, sénateur de la Manche.**

1. Rapport sur le projet de loi sur les conditions d'obtention du grade d'officier dans la réserve de l'armée de mer par les élèves de la marine marchande et les anciens élèves libres de l'École principale du génie maritime. — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 4.

2. Rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier les articles 2 et 11 de la loi du 14 juillet 1908 concernant les pensions sur la Caisse des invalides de la Marine. — Voy. CAISSE DES INVALIDES DE LA MARINE.

**RIVET (Gustave), sénateur de l'Isère.**

Rapport sur le projet de loi portant approbation de la convention pour la protection de la propriété littéraire, artistique et scientifique, signée à Rio-de-Janeiro, le 15 décembre 1913, entre la France et les États-Unis du Brésil. — Voy. CONVENTIONS ET TRAITÉS, § 6.

**ROCHETTE (Affaire).** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à attribuer les pouvoirs judiciaires à la Commission d'enquête de la Chambre des Députés sur l'affaire Rochette, n° 124 (p. 179). — Rapport de M. Georges Trouillot, n° 145 (p. 191).

**S**

**SAGES-FEMMES.** — Proposition de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à assurer le recrutement des sages-femmes et à supprimer la 2<sup>e</sup> classe pour les herboristes et les sages-femmes, n° 283 (p. 613).

**SAINT-BARTHÉLEMY (Guadeloupe).** — Voy. COLONIES, § 8.

**SAINT-ENNEMOND A DORNES (Chemin de fer de).** — Voy. CHEMINS DE FER, § 4.

**SAINT-PÉTERSBOURG (Exposition d'horticulture de).** — Voy. CRÉDITS (Commerce, Industrie, Postes et Télégraphes), § 1.

**SAINT-SÉBASTIEN.** — Voy. CHEMINS DE FER, § 16.

**SALAIRE DE LA FEMME MARIÉE.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à compléter les articles 1<sup>er</sup> et 2 de la loi du 13 juillet 1907, relative au libre salaire de la femme mariée et à la contribution des époux aux charges du ménage, n° 59 (p. 78).

**SALAIRE DES OUVRIÈRES A DOMICILE.** — Voy. CODE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE.

**SAMOENS A SIXT (Voies ferrées de).** — Voy. CHEMINS DE FER, § 18.

**SAN-FRANCISCO (Exposition universelle et internationale de).** — Voy. EXPOSITIONS, § 5.

**SAPEURS-POMPIERS.**

1. (Médaille d'honneur). — Voy. DÉCORATIONS, § 1.

2. (Exemption des périodes d'instruction). — Rapport de M. Gustave Chapuis sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour but de modifier le paragraphe 3 de l'article 41 de la loi du 21 mars 1905, concernant l'exemption des périodes d'instruction pour les sapeurs-pompiers, n° 48 (p. 66).

**SAVOIE (Voies ferrées de la Haute-).** — Voy. CHEMINS DE FER, § 24.

**SAXY-BOURDON A DECIZE (Chemins de fer de).** — Voy. CHEMINS DE FER, § 4.

**SECRET DU VOTE.** — Voy. ÉLECTIONS, § 2.

**SECRETAIRES DE MAIRIE.** — Proposition de loi de M. Louis Martin, tendant à donner des garanties de stabilité aux secrétaires de mairie et autres employés communaux, n° 260 (p. 610).

**SELVES (de), sénateur de Tarn-et-Garonne.**

1. Rapport sur les propositions de loi tendant à exonérer du droit de timbre les affiches concernant la fête nationale du 14 juillet. — Voy. FÊTE NATIONALE DU 14 JUILLET.

2. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet de dispenser du poinçonnage et du paiement du droit de garantie les ouvrages de platine, d'or et d'argent adjugés dans les ventes publiques et destinés à être exportés. — Voy. OUVRAGES DE PLATINE, D'OR ET D'ARGENT.

3. Rapport sur la proposition de loi concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses administratives de la Chambre des Députés pour l'exercice 1913. — Voy. CRÉDITS (Finances), § 1.

4. Rapport sur la proposition de loi concernant l'ouverture d'un crédit applicable aux dépenses administratives de la Chambre des Députés pour l'exercice 1914. — Voy. CRÉDITS (Finances), § 2.

5. Rapport sur le projet de loi relatif à l'emploi du reliquat non employé du crédit accordé pour les frais d'émission des obligations créées pour les besoins des chemins de fer de l'État. — Voy. OBLIGATIONS DES CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT.

6. Rapport sur le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1914 (Finances). — Voy. BUDGET DE 1914, § 1.

7. Rapport sur le projet de loi relatif à la liquidation des pensions des agents et préposés du service actif des douanes et de l'administration des eaux et forêts. — Voy. PENSIONS, § 2.

8. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet de dispenser du timbre les actes faits en exécution de la loi du 17 juin 1913 sur l'assistance aux femmes en couches. — Voy. FEMMES EN COUCHES, § 3.

9. Rapport sur la proposition de loi concernant l'ouverture d'un crédit applicable à l'indemnité des Députés pour l'exercice 1914. — Voy. CRÉDITS (Finances), § 4.

10. Rapport sur le projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires pour l'exercice 1914, en vue de réduire la durée du travail dans les établissements industriels relevant du Ministère des Finances et du Ministère de la Guerre. — Voy. CRÉDITS (Finances), § 3.

**SÉNATEURS (Élection des).** — Voy. ÉLECTIONS, §§ 4 et 5.

**SÉPARATION DE CORPS.** — Voy. CODE CIVIL, § 7.

**SERVICE DES REMONTES.** — Voy. CRÉDITS (Guerre, § 2).

**SESSION ORDINAIRE DES CONSEILS GÉNÉRAUX EN 1914.** — Voy. CONSEILS GÉNÉRAUX, § 1.

#### SESSIONS PARLEMENTAIRES.

1. Décret du Président de la République, portant clôture de la session ordinaire de 1914, n° 436 (p. 835).

2. Décret du Président de la République, portant convocation du Sénat et de la Chambre des Députés en session extraordinaire, n° 437 (p. 835).

3. Décret du Président de la République, portant convocation du Sénat et de la Chambre des Députés en session extraordinaire, n° 471 (p. 841).

4. Décret du Président de la République, portant clôture de la 2<sup>e</sup> session extraordinaire de 1914, n° 490 (p. 850).

**SOCIÉTÉ D'ENSEIGNEMENT POPULAIRE POSITIVISTE, A PARIS.** — Voy. PÉTITIONS.

#### SOCIÉTÉS.

1. Proposition de loi de M. Guillaume Chastenot sur les obligations émises par les sociétés et sur les parts de fondateurs, n° 19 (p. 15).

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, réglant la situation de certaines sociétés au regard des lois des 17 mars 1905 et 19 décembre 1907. n° 119 (p. 178).

3. Proposition de loi de M. Antony Rattier, portant modification des articles 1, 2 et 4 de la loi du 22 novembre 1913 sur les sociétés, n° 432 (p. 835).

**SOCIÉTÉS D'ASSURANCES SUR LA VIE ET DE CAPITALISATION.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification à la loi du 17 mars 1905 relative à la surveillance et au contrôle des sociétés d'assurances sur la vie et de toutes les entreprises dans les opérations desquelles intervient la durée de la vie humaine, et à la loi du 19 décembre 1907 relative à la surveillance et au contrôle des sociétés de capitalisation, n° 104 (p. 153).

**SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES D'HABITATIONS A BON MARCHÉ.** — Rapport de M. Paul Strauss sur les propositions

de loi de MM. Herriot et Guillaume Poulle, relatives aux prêts faits par l'Etat aux Sociétés coopératives d'habitations à bon marché (Amendements n° 4 et 5 au projet de loi modifiant et complétant la loi du 12 avril 1906), n° 115 (p. 160).

#### SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS.

1. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, établissant une incompatibilité entre les fonctions de membre du Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels et celles de directeur ou d'administrateur d'une société créant au profit d'une catégorie de ses membres des avantages particuliers, n° 40 (p. 49). — Rapport de M. Victor Lourties, n° 110 (p. 159).

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à réprimer l'emploi abusif du titre de société de secours mutuels et de toute qualification similaire, n° 274 (p. 612).

**SOLDE MILITAIRE.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au cumul de la solde militaire avec les traitements civils dans le cas de mobilisation, n° 457 (p. 838). — Rapport de M. Milliès-Lacroix, n° 458 (p. 838).

**SOUS-PRÉFECTURES.** — Voy. BUDGET DE 1914, § 9.

#### SOUS-SECRETARIATS D'ÉTAT.

1. (Répartition des) — Voy. CRÉDITS (Divers ministères, § 1).

2. (Des Affaires étrangères). — Voy. CRÉDITS (Affaires étrangères, § 1).

**SPIRITUEUX.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à compléter l'article 19 de la loi du 30 janvier 1907, relatif à la pénalité du quintuple droit en matière de contraventions aux lois et règlements sur les spiritueux, n° 163 (p. 200).

**STATISTIQUE COMMERCIALE INTERNATIONALE (Établissement d'une).** — Voy. CONVENTIONS ET TRAITÉS, § 9.

#### STRAUSS (Paul), sénateur de la Seine.

1. Rapport sur la proposition de loi de M. Jules Méline, concernant les petites exploitations rurales. — Voy. PETITES EXPLOITATIONS RURALES.

2. Proposition de loi sur l'assistance aux enfants de moins de seize ans infirmes ou incurables. — Voy. ENFANTS INFIRMES OU INCURABLES.

3. Rapport sur : 1° le projet de loi portant modification des articles 5, 6 et 73 de la loi du 27 mars 1907 sur les Conseils de prud'hommes; 2° le projet de loi portant modification de l'article 62 de la loi du 27 mars 1907 relative aux Conseils de prud'hommes; 3° le projet de loi portant modification des articles 5, 8, 10, 12, 14, 15, 17, 18, 23, 24, 25, 29, 62 et 71 de la loi du 27 mars 1907, relative aux Conseils de prud'hommes, et suppression de l'article 63 de la même loi; 4° la proposition de loi tendant à modifier les articles 32, 33 et 34 de la loi du 27 mars 1907 sur les Conseils de prud'hommes; 5° le projet de loi ayant pour objet de compléter l'article 62 de la loi du 27 mars 1907 concernant les Conseils de prud'hommes; 6° le projet de loi ayant pour objet de modifier les articles 11, 14, 17 et 25, et de compléter l'article 10 de la loi du 27 mars 1907 concernant les Conseils de prud'hommes; 7° la proposition de loi portant modification des articles 14 et 24 de la loi du 27 mars 1907 relative aux Conseils de prud'hommes. — Voy. CONSEILS DE PRUD'HOMMES, § 1.

4. Rapport sur les propositions de loi relatives aux prêts faits par l'Etat aux Sociétés coopératives d'habitations à bon marché (Amendements n° 4 et 5 au projet de loi modifiant et complétant la loi du 12 avril 1906). — Voy. SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES D'HABITATIONS A BON MARCHÉ.

5. Rapport sur le projet de loi relatif au logement des familles nombreuses et à la création de jardins ouvriers pour lesdites familles. — Voy. FAMILLES NOMBREUSES, § 1.

6. Rapport sur la proposition de loi de M. Léon Bourgeois et plusieurs de ses collègues tendant à instituer des dispensaires d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse. — Voy. DISPENSAIRES D'HYGIÈNE SOCIALE.

7. Rapport sur le projet de loi tendant à compléter la loi du 17 juin 1913 sur l'assistance aux femmes en couches par une disposition donnant compétence aux conseils de préfecture pour statuer sur les contestations relatives au domicile de secours soulevées à l'occasion de l'application de cette loi. — Voy. FEMMES EN COUCHES, § 1.

**SUGNY (Chemin de fer de).** — Voy. CHEMINS DE FER, § 22.

**SUISSE.** — Voy. CONVENTIONS ET TRAITÉS, § 1.

**SUJETS FRANÇAIS AUX COLONIES.** — Voy. COLONIES, § 7.

**SUPPOSITIONS DE NOMS SUR LES PRODUITS NATURELS ET FABRIQUÉS. — Voy. APPELLATIONS D'ORIGINE.**

**SURREAUX, sénateur de la Vienne.**

1. Rapport sommaire sur la proposition de loi relative à la pêche. — Voy. PÊCHE.

2. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet, d'une part, d'approuver une convention passée entre le département de la Meuse et la Société générale des chemins de fer économiques pour la concession de l'exploitation des chemins de fer d'intérêt local de Verdun à Montmédy et de Commercy à la ligne précédente et, d'autre part, d'augmenter le capital de premier établissement de ces chemins de fer. — Voy. CHEMINS DE FER, § 14.

3. Rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver l'augmentation du capital de premier établissement du réseau des chemins de fer d'intérêt local des Pyrénées-Orientales, ainsi que l'augmentation du capital dont la garantie d'intérêts est accordée par la Compagnie du Midi à la Société concessionnaire de ce réseau. — Voy. CHEMINS DE FER, § 20.

**T**

**TANGER.**

1. (Chemin de fer de Tanger à Fez). — Voy. CONVENTIONS ET TRAITÉS, § 7.

2. (Œuvres scolaires françaises à). — Voy. CRÉDITS (Affaires étrangères, § 8).

**TARBES.** — Voy. ECOLE NATIONALE PROFESSIONNELLE A TARBES.

**TARN (Voies ferrées du).** — Voy. CHEMINS DE FER, § 23.

**TAULIGNAN A GRIGNAN (Tramway de).** — Voy. CHEMINS DE FER, § 5.

**TAXE DE FABRICATION SUR LES ALCOOLS D'ORIGINE INDUSTRIELLE.** — Voy. ALCOOLS D'ORIGINE INDUSTRIELLE.

**TÉLÉGRAPHIE SANS FIL EN OCÉANIE ET EN NOUVELLE-CALÉDONIE.** — Voy. COLONIES, § 5.

**TERRAINS EN MONTAGNE.**

1. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre de Var-Colomp, département

des Basses-Alpes, en exécution de la loi du 4 avril 1882, relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne, n° 196 (p. 570).

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre du Verdon-Moyen, département des Basses-Alpes, en exécution de la loi du 4 avril 1882, relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne, n° 197 (p. 570).

2. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre complémentaire de la Haute-Savoie, département de la Savoie, en exécution de la loi du 4 avril 1882, relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne, n° 198 (p. 570).

4. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre de la Loire, département de la Loire, en exécution de la loi du 4 avril 1882, relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne, n° 199 (p. 570).

**TITRES DE CAPITALISATION. —**

Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à protéger l'épargne contre le placement des titres de capitalisation de longue durée créés postérieurement au 28 décembre 1903, n° 279 (p. 613).

**TOKIO.** — Voy. AMBASSADE DE FRANCE A TOKIO.

**TOULON.** — Voy. POLICE D'ETAT.

**TOULOUSE A BOULOGNE-SUR-GESE (Chemin de fer de).** — Voy. CHEMINS DE FER, § 7.

**TOUR DE SAINT-PATERNE, A ORLÉANS.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la désaffectation au culte de la tour de Saint-Paterne, à Orléans, n° 120 (p. 179). — Rapport de M. Cachet, n° 175 (p. 237).

**TOURON, sénateur de l'Aisne.**

Rapport sur la proposition de loi portant modification des articles 106, 107, 108 et 109 de la loi municipale du 5 avril 1884. — Voy. LOI MUNICIPALE DU 5 AVRIL 1884.

**TRAMWAYS.** — Voy. CHEMINS DE FER.

**TRANSPORTS DE L'ADMINISTRATION DES COLONIES.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, auto-

risant l'arbitrage entre le Ministère des Colonies et les Compagnies des Messageries maritimes et des Chargeurs réunis pour l'application des conditions particulières des transports de l'administration des colonies, n° 264 (p. 610).

**TRAVAIL (Accidents du), voy. ACCIDENTS DU TRAVAIL.**

**TRAVAUX DE FOURNITURES POUR LE COMPTE DES COMMUNES.** — Voy. ASSOCIATIONS D'OUVRIERS FRANÇAIS.

**TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE D'ALGER.** — Voy. ALGÉRIE, § 6.

**TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE LA SEINE.** — Voy. CRÉDITS (Justice).

**TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE MOSTAGANEM.** — Voy. ALGÉRIE, § 6.

**TRIBUNAUX CORRECTIONNELS.** — Voy. DÉFENSE DES INCULPÉS.

**TRIBUNAUX DE COMMERCE (Éligibilité des femmes commerçantes aux).** — Voy. FEMMES COMMERÇANTES.

**TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE.** — Voy. COURS D'APPEL, § 1, 2 et 3.

**TRIBUNAUX POUR ENFANTS.** — Voy. CRÉDITS (Justice).

**TROUILLOT (Georges), sénateur du Jura.**

Rapport sur la proposition de loi tendant à attribuer les pouvoirs judiciaires à la Commission d'enquête de la Chambre des Députés sur l'affaire Rochette. — Voy. ROCHETTE.

**U**

**UNITÉS DE MESURE** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur les unités de mesure, n° 297 (p. 639).

**V**

**VALEURS DE BOURSE.** — Proposition de loi, adoptée par Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 12 mars 1900 ayant pour objet de réprimer les abus commis en matière de vente à crédit des valeurs de bourse, n° 60 (p. 78).

**VALEURS NÉGOCIABLES.** — Voy. ÉCHÉANCES DES VALEURS NÉGOCIABLES.

**VAR-COLOMP (Périmètre de).** — Voy. TERRAINS EN MONTAGNE, § 1.

**VENDANGES FRAICHES.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant le transport des vendanges fraîches, n° 164 (p. 201).

**VENTAVON (Canal de).** — Voy. CRÉDITS (Agriculture, § 3).

#### VENTE.

1. (Valeurs de bourse). — Voy. VALEURS DE BOURSE.

2. (Fonds de commerce). — Voy. FONDS DE COMMERCE.

**VERDON (Avant-port du).** — Voy. PORTS MARITIMES, § 3.

**VERDON-MOYEN (Périmètre du).** — Voy. TERRAINS EN MONTAGNE, § 2.

**VERDUN A MONTMÉDY (Chemin de fer de).** — Voy. CHEMINS DE FER, § 14.

**VEUVES DES MÉDECINS MILITAIRES.** — Voy. ARMÉES DE TERRE ET DE MER, § 2.

**VIANDES DE BOUCHERIE FRIGORIFIÉES.** — Voy. DOUANES, § 2.

**VICTOR HUGO (Statue de).** — Voy. CRÉDITS (Instruction publique et Beaux-Arts, § 2).

**VIENNE (Tramways de la Haute-).** — Voy. CHEMINS DE FER, § 25.

**VIN (Vente du).** — Voy. FRAUDES DE DENRÉES ALIMENTAIRES.

#### VINCENT, sénateur de l'Ardèche.

1. Rapport sur la proposition de loi concernant les créations d'emplois de professeurs spéciaux dans les écoles primaires supérieures. — Voy. ÉCOLES PRIMAIRES SUPÉRIEURES.

2. Rapport sommaire sur la proposition de loi de M. Gustave Perreau, tendant à modifier la loi du 17 juin 1840 réglementant les concessions de mines de sel aux particuliers pour remédier à la surproduction du sel de consommation et arrêter la concession de nouvelles mines de sel dans l'est de la France. — Voy. MINES DE SEL.

3. Rapport sommaire sur la proposition de loi relative aux élections des Conseillers municipaux de Paris et des départements, des Députés et des Sénateurs. — Voy. ÉLECTIONS, § 4.

4. Rapport sommaire sur la proposition de loi tendant à additionner de substances révélatrices les matières grasses présentant une composition chimique permettant de les confondre avec le beurre de cacao. — Voy. BEURRE DE CACAO.

**VOIES NAVIGABLES.** — Voy. PORTS ET VOIES NAVIGABLES (Achèvement des).

**VOITURES AUTOMOBILES (Services subventionnés de).** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant addition à l'article 65 de la loi de finances

du 28 décembre 1908 relatif à l'exécution de services publics pour les entrepreneurs de services réguliers de voitures automobiles subventionnés, n° 180 (p. 249). — Rapport de M. Emile Dupont, n° 306 (p. 330).

**VOTE (Secret et liberté du).** — Voy. ÉLECTIONS, § 2.

**VOTE FAMILIAL.** — Proposition de loi de M. Louis Martin, tendant à créer le vote familial, n° 325 (p. 635).

#### VOYAGES.

1. De S. M. le Roi de Grande-Bretagne et de S. M. le Roi de Danemark. — Voy. CRÉDITS (Affaires étrangères, § 1).

2. Du Président de la République en Russie, en Suède, en Danemark et en Norvège. — Voy. CRÉDITS (Affaires étrangères, § 5).

## W

**WARRANT-HOTELIER.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de compléter la loi du 8 août 1913 relative au warrant-hôtelier, n° 70 (p. 82). — Rapport de M. Lucien Cornet, n° 301 (p. 627).

## Z

**ZONES FRANCHES.** — Voy. DOUANES, § 5.